

COMMISSION SPECIALE
RELATIVE AU TRAITEMENT
D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS
DE PEDOPHILIE DANS UNE
RELATION D'AUTORITE, EN
PARTICULIER AU SEIN DE
L'ÉGLISE

du

MERCREDI 15 DECEMBRE 2010

Matin

BIJZONDERE COMMISSIE
BETREFFENDE DE
BEHANDELING VAN SEKSUEEL
MISBRUIK EN FEITEN VAN
PEDOFILIE BINNEN EEN
GEZAGSRELATIE,
INZONDERHEID BINNEN DE KERK

van

WOENSDAG 15 DECEMBER 2010

Voormiddag

La séance est ouverte à 10.26 heures et présidée par Mme Karine Lalieux.

De vergadering wordt geopend om 10.26 uur en voorgezeten door mevrouw Karine Lalieux.

Audition de Mgr Aloys Jousten, évêque de Liège

Hoorzitting met Mgr. Aloys Jousten, bisschop van Luik

La **présidente**: Chers collègues, nous allons entamer nos travaux. Notre journée sera chargée puisque nous auditionnerons cinq évêques.

Nous allons commencer par entendre Mgr Aloys Jousten, évêque au diocèse de Liège.

Monseigneur avant de vous donner la parole, je voudrais parler un instant de l'organisation des travaux.

Hier, nous nous sommes réunis en Bureau élargi, dirais-je. Vos pairs ont été soumis à un flot de questions importantes. Et je dois reconnaître qu'il n'a pas toujours été aisé de répondre à toutes les questions posées ou même de se souvenir de chaque question.

Le Bureau élargi propose que chaque parlementaire puisse, dans un premier temps, poser deux questions. Lors d'un deuxième, troisième, voire quatrième tour, d'autres questions pourront être posées.

Chers collègues, je vous invite à bien écouter les questions afin d'éviter les redondances.

Monseigneur, je vais demander à mon secrétariat

de prendre note des questions afin de vous aider. La commission peut-elle me donner son approbation quant à cette méthode? Nous allons la tester et nous verrons bien comment cela se passe. Je vous remercie d'avance.

Nous allons directement passer à l'audition de Mgr Jousten. Vous êtes devenu il y a peu de temps évêque de Liège. Lorsque vous avez pris vos fonctions, vous a-t-on informé à un moment donné sur ce qu'il fallait faire quant à la problématique des prêtres qui auraient commis des abus sexuels? Vous a-t-on communiqué différents dossiers secrets lors du passage de témoin?

Je vous laisse nous parler de votre méthode de gestion au sein de votre diocèse et de vos contacts éventuels avec les évêques référents quant à la problématique de la gestion des prêtres abuseurs sexuels. Je vous cède la parole.

Aloys Jousten: Bonjour à tous. Merci, madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, de me donner l'occasion de prendre la parole. Puis-je vous poser une question? Souhaitez-vous que je réponde tout de suite aux questions que vous venez de me poser ou me permettez-vous de m'exprimer au préalable?

La **présidente**: J'imagine que vous avez préparé cette audition. Nous allons vous entendre. Sachez que des questions particulières nous intéressent. Vous savez dans quel sens cette commission travaille et avec quels objectifs. Ne vous inquiétez pas: les commissaires ont de nombreuses questions à vous poser. Il vous sera loisible d'y répondre de manière précise. Je vous cède donc la parole.

Aloys Jousten: Je voudrais vous donner mon point de vue, qui est celui d'un évêque qui n'est pas là depuis un demi-siècle et qui, d'autre part, n'a pas été confronté directement à un certain nombre de cas d'abus sexuels. Mais je voudrais réagir en fonction de tout ce que j'ai vécu et ressenti, comme vous probablement, depuis quelques années.

Depuis quelques semaines, vous vous penchez sur un chapitre pénible et douloureux de notre société. Le drame de Julie, Mélissa, An et Eefje a rendu la population de notre pays très sensible aux abus sexuels.

Nous réalisons mieux aujourd'hui la gravité des faits et surtout les traumatismes durables causés par ces abus. Dans ce "nous", j'inclus évidemment les responsables de l'Église catholique, les prêtres et les évêques.

Étant donné mon âge – vous le devinez si vous le voulez –, je peux vous dire qu'il n'en fut pas toujours ainsi, ni dans la société en général, ni au sein de l'Église en particulier. Pendant longtemps, trop longtemps faut-il encore le relever, la sexualité et les abus sexuels ont été des sujets tabous. À l'heure actuelle, nous payons les frais de ce grand et long silence.

À première vue, celui-ci étonne et surprend. Heureusement, le mutisme des victimes est rompu. Il y a quelques mois, un homme m'a téléphoné pour parler une toute première fois d'un abus datant de plus de 60 ans. On ne lui avait pas imposé le silence mais il n'avait pas eu le courage d'en parler plus tôt. L'aurait-on cru s'il l'avait dit au moment des faits? Et, plus tard, il était peut-être honteux d'en parler.

La mise en place inédite, par la conférence épiscopale, de points de contacts téléphoniques et d'une commission avait pour premier objectif de permettre aux victimes de se faire entendre, d'être écoutées et reconnues comme victimes. Faut-il le répéter: jamais les évêques n'ont voulu prendre la place de la justice civile ou mettre en place une justice parallèle.

Pour toutes les initiatives prises depuis 15 ans, je remercie mes collègues, que j'ai rejoints en 2001, pour leurs initiatives courageuses et pionnières, même si leurs bonnes intentions n'ont pas toujours été reconnues.

Les événements du mois d'avril ont finalement donné à de nombreuses victimes d'abus sexuels

le courage nécessaire de se manifester. Dans mon diocèse, comme je le disais il y a quelques instants, je n'ai pas été confronté à de nouveaux cas, sauf un, tout récent sous ma gouvernance; il s'agit d'un religieux. Le tribunal correctionnel de Liège prononcera un jugement dans quelques jours.

Les noms qui m'ont été transmis par la commission Adriaenssens concernent des prêtres soit décédés, soit à la retraite, placés bien à l'écart.

Comme un tsunami, les révélations que nous avons entendues depuis avril ont ébranlé le pays. Votre commission spéciale est une contribution importante pour faire la lumière sur ce phénomène accablant au sein de notre société.

Madame la présidente, je vous suis reconnaissant d'avoir mis les choses au point dès le début. Le mandat de votre commission, avez-vous dit, concerne le traitement des abus sexuels et des faits de pédophilie dans une relation d'autorité dans tous les secteurs de la société belge, en particulier au sein de l'Église. Celle-ci n'est donc pas la seule cible.

Je me demande évidemment comment des membres du clergé ont pu et peuvent se rendre coupables de tels abus de confiance et de pouvoir. Mais ce qui me tarade et me pèse le plus, c'est la souffrance des victimes. Personne d'entre nous ne peut vraiment se mettre à la place des victimes. Nous pouvons manifester de l'empathie, mais jamais nous ne vivrons ce qu'ils ont vécu.

Jamais nous ne saisirons toute la profondeur et la gravité de leur traumatisme. Que d'existences humaines hypothéquées dès l'enfance ou l'adolescence et cela souvent pour toute la vie.

Ce n'est pas le moment de faire du sentiment mais quand j'entends ou lis le récit des victimes, je dois avouer qu'une profonde tristesse m'envahit. Certes, je voudrais demander pardon au nom de tous les prêtres abuseurs de mon diocèse mais ne serait-ce pas un peu facile? Il serait juste qu'une telle demande de pardon vienne surtout de ceux qui ont commis le mal criminel.

Étant donné la signification de la sexualité pour toute personne humaine et étant donné les relations d'autorité et de confiance des prêtres avec les enfants et les jeunes, il va de soi que, comme évêques, nous devons être vigilants et exigeants lors de l'admission de candidats au

sacerdoce. Nous devons prévenir tout dérapage en veillant à une formation spécifique des séminaristes dans le domaine de la sexualité et de l'affectivité. Nous devons élaborer des règles déontologiques pour tous les acteurs pastoraux afin de les aider à bien se situer dans leurs relations avec les enfants, les jeunes et les adultes.

Il nous tient à cœur d'adopter une ligne commune et d'assumer nos responsabilités. En cas d'abus sexuel commis par un prêtre ou un agent pastoral, l'évêque doit prendre des mesures appropriées. La première est sans doute d'inviter la victime à déposer une plainte. S'il y a le moindre risque de récurrence, et donc de menace pour d'autres personnes, j'en informerai la police ou la justice. Je tiens à faire remarquer que dans mon diocèse, c'est la justice qui nous a mis au courant de certains cas d'abus sexuels.

En cas de pédophilie, que ce soit clair, des mesures disciplinaires ecclésiastiques ne peuvent jamais être imposées en lieu et place du jugement de la justice civile. Une éventuelle sanction canonique confirmera le jugement de la justice civile. Par ailleurs, il serait souhaitable, me semble-t-il, que le jugement de la justice civile et d'éventuelles mesures de probation soient communiqués à l'évêque.

Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, je me permets de formuler un souhait, un espoir. Je souhaite que, dans notre pays, le travail de votre commission contribue à une prise de conscience sérieuse et conséquente de la problématique de l'abus sexuel dans tous les secteurs et qu'à tous les niveaux, on en tire les conséquences et donc les actions qui s'imposent.

Pourquoi ne pas évoquer les problèmes de violence? Je trouve étonnant que tout le monde s'insurge contre l'omniprésence de la violence alors que, par ailleurs, les médias et internet diffusent des programmes regorgeant de violence. À mon sens, il s'agit d'un problème lié à celui qui vous occupe pour le moment.

Je suis sûr que votre commission fera les recommandations nécessaires en vue de prendre les mesures sociales et politiques appropriées.

Je vous remercie de votre attention.

La **présidente**: Monseigneur, je vous remercie. Nous allons passer aux questions. Je vous ai déjà demandé si, lors du passage de flambeau, on vous avait indiqué que tel ou tel prêtre posait

problème.

Vous êtes-vous tourné vers les évêques référents que nous avons auditionnés lundi? Ils sont censés donner des indications quant à la gestion des prêtres abuseurs.

Renaat Landuyt: Mijn vragen zijn erop gericht te weten te komen wat u zelf hebt gedaan, zowel met de lopende zaak als met de mededelingen van de gevallen van de commissie-Adriaenssens. Hebt u de gepensioneerden gerust gelaten of hebt u ook maatregelen genomen, wetend dat de slachtoffers tot vandaag daarvan de nadelen ondervinden?

Marie-Christine Marghem: Madame la présidente, je vous remercie. J'aurais voulu demander à Mgr Joustin si la commission Halsberghe avait œuvré pendant qu'il était en charge d'un diocèse ou s'il n'avait connu que la commission Adriaenssens. Dans ce cas, vous êtes-vous demandé, au cas où vous étiez saisi d'un problème dans votre diocèse, si vous alliez le régler vous-même ou si vous alliez l'adresser à cette commission ou à ces commissions pour le régler?

Ensuite, grâce à la transmission des archives depuis que vous avez pris votre charge et depuis que vous êtes évêque à Liège, combien de cas d'abus sexuels ont-ils été signalés dans votre diocèse, soit qu'ils aient été réglés directement par votre prédécesseur et que vous en ayez connu l'existence par les archives qui vous ont été transmises, soit que vous les ayez réglés vous-même ou par l'intermédiaire des commissions dont je viens de parler?

Sophie De Wit: Ik heb op dit ogenblik slechts één vraag. Ik heb daarnet de bisschop horen zeggen: "We moeten onze verantwoordelijkheid opnemen: als er een slachtoffer is moeten we dat ontvangen en", dat zei u daarnet, "wanneer er een dreiging is voor recidivisme of herhaling, of wanneer er gevaar dreigt, dan gaan we naar de politie". Mijn vraag is: alleen maar dan? Niet bij elke melding, ongeacht of u denkt dat er misschien recidivisme zal zijn? Dat had ik graag van u gehoord.

Siegfried Bracke: Ik zal mij beperken tot één vraag. Ik zou van de bisschop willen weten wat zijn antwoord is op de vraag die hij zelf heeft gesteld, namelijk: hoe is het mogelijk dat dit soort misdrijven, waarvan u terecht zegt dat het in alle omstandigheden en in alle milieus is voorgekomen, in de Kerk – ik denk dat dit op dit moment niet meer te loochenen valt – zo uitgesproken was en dat we door het werk van de

commissie Adriaenssens en na de bekentenis van de neef van bisschop Vangheluwe dit toch wel het milieu bij uitstek mag worden genoemd waarbinnen dat soort dingen gebeurden. Hoe komt dat volgens u?

Valérie Déom: Vous dites que dès qu'il y a risque de récidive, vous donnez la priorité à la justice des hommes. Comment mettez-vous cela en perspective par rapport au secret de la confession? Si vous recevez un témoignage dans le cadre de la confession, estimez-vous que le secret doit toujours être respecté, même en cas de danger imminent et de risque de récidive? Est-il limité à l'espace de confession?

Vous dites aussi que, dès que vous avez eu connaissance d'un cas, vous l'écartez. Mgr Bonny nous a expliqué lundi qu'il avait mis en oeuvre dans son diocèse un mécanisme de suspension préventive à l'encontre des prêtres soupçonnés. Êtes-vous au courant de cette pratique? Qu'en pensez-vous? Pourrait-elle être généralisée à l'ensemble des diocèses?

Carina Van Cauter: Monseigneur, u hebt gezegd dat wanneer u kennis krijgt van seksueel misbruik, dan uiteraard de gepaste maatregelen moeten worden genomen. U zegt dat Justitie haar werk moet doen en hebt nog een aantal punten opgenoemd. Ik heb u niet horen spreken over de vergoeding van het slachtoffer. Hoe staat u daar tegenover? Denkt u dat ook de bisschoppen hun verantwoordelijkheid moeten nemen? Denkt u dat er een soort solidariteitsfonds moet komen, gespijsd door de kerkelijke overheden, zodat wanneer de priester schuldig is, de feiten bekend of Justitie hem heeft veroordeeld, na uitwinning van de priester tegemoet kan worden gekomen aan de rechtmatige betrachtingen van het slachtoffer, zijnde een vergoeding van de schade?

Dat is mijn eerste vraag, maar ik heb nog een tweede vraag. Monseigneur, u hebt gezegd dat wanneer u kennis hebt gekregen of zou krijgen van seksueel misbruik, dat dan bij voorrang Justitie haar werk moet doen en dat u tegen een parallelle Justitie bent. Hoe staat u dan tegenover de inbeslagname van de dossiers door onderzoeksrechter De Troy? Wij hebben van professor Adriaenssens vernomen dat de conferentie van bisschoppen daar met hem over heeft gesproken. Wat was uw standpunt? Denkt u niet dat deze dossiers ter beschikking van Justitie moeten staan, zodat die effectief hun werk kunnen doen en alle dossiers onderzoeken?

Stefaan Van Hecke: Hebt u sinds 2001, sinds u

bisschop bent, contacten gehad met procureurs, procureurs-generaal, onderzoeksrechters of zetelende magistraten uit uw bisdom over concrete dossiers van seksueel misbruik in de Kerk?

Er is al veel te doen geweest over het geheime archief. Wij weten dat elk bisdom beschikt over een geheim archief met dossiers van veroordeelde geestelijken, waarin veroordelingen zijn uitgesproken. Canon 489, paragraaf 2, voorziet erin dat dossiers tien jaar na een veroordeling of na het overlijden van een priester moeten worden vernietigd en dat er enkel een samenvatting moet blijven bestaan.

Hebt u kennis van die bepalingen van canon 489, paragraaf 2? Heeft u die toegepast? Heeft u die dossiers tien jaar na de veroordeling ook vernietigd?

Raf Terwingen: Hebt u ooit met de heer Devillé van de commissie Mensenrechten in de Kerk contact gehad over concrete dossiers?

Hoe zit het met bepaalde mutaties in uw bisdom? Zijn er overplaatsingen van priesters geweest die met dit soort feiten in aanraking zijn gekomen en dan elders zijn geplaatst of gemuteerd?

Dat is de problematiek die monseigneur Harpigny vorige maandag in deze commissie heeft aangebracht. Het zou hebben gediend om priesters verder hun loon te laten genieten.

La **présidente:** Le premier tour de questions est terminé.

Nous avons reçu lundi les prêtres référents: M. Luysterman, que vous avez connu puisqu'il était encore là en 2001, M. Harpigny et M. Bonny. Aviez-vous des contacts avec eux au sujet de la problématique des abus sexuels? Discutiez-vous afin de savoir comment gérer la problématique des victimes et des prêtres abuseurs? Cette question nous semble importante. Nous nous demandons quel était leur rôle au sein de l'Église.

Avez-vous participé à une réunion de préparation de cette audition?

Avez-vous rédigé le texte que vous avez lu ou vous a-t-on donné des lignes directrices pour témoigner devant notre commission?

La secrétaire a noté l'ensemble des questions précises des parlementaires. Elle va s'installer près de vous afin de vous aider à répondre précisément à l'ensemble des questions.

Aloys Jousten: Est-ce que je commence par répondre à vos questions, madame la présidente?

La **présidente:** Comme vous voulez.

Aloys Jousten: Depuis que je suis évêque, j'ai évidemment eu beaucoup de contacts avec les autres évêques, puisque nous nous réunissons chaque mois à Malines. Et la question de la commission Halsberghe puis Adriaenssens a été régulièrement à l'ordre du jour de notre conférence. Mais je dois dire que j'ai été impressionné par ceux qui me précédaient – parce que j'étais un junior là-dedans – et par le sérieux avec lequel on a abordé la question. Jamais, je n'ai entendu le moindre essai, la moindre tentative de cacher quelque chose.

Si on a beaucoup parlé ici aussi de la commission Halsberghe, je ne peux que répéter ce que vous avez entendu de la part de mes collègues: il y a eu des problèmes, non dans le sens qu'on voulait étouffer quelque chose, mais vous savez de quels problèmes il s'agissait.

La **présidente:** Quels problèmes?

Aloys Jousten: Avec Mme Halsberghe, que par ailleurs je n'ai jamais vue, on se trouvait presque devant une justice parallèle, puisqu'elle voulait imposer quand même, en tout cas à la fin, une indemnisation des victimes. Vous avez encore reposé la question. Il est clair que notre point de vue, le mien et celui de la conférence épiscopale, n'est pas celui de Mme Halsberghe. Nous croyons que c'est le tribunal civil qui doit imposer une indemnisation s'il le juge nécessaire ou indiqué. Ce n'est pas à une instance interne de le faire. À mon avis, ce serait une sorte de justice parallèle.

La **présidente:** Mme Halsberghe nous disait que les dossiers dont elle traitait étaient prescrits et qu'il était donc difficile d'aller vers le tribunal. Donc, j'ai une dernière question par rapport à cette indemnisation: estimez-vous que ces victimes n'ont droit à rien, puisque c'est prescrit et qu'en droit canon, la prescription peut être suspendue ou plus longue qu'en droit pénal?

Aloys Jousten: Je voudrais tout d'abord faire remarquer que le procureur général de Liège a dit, lors d'un débat télévisé auquel j'ai participé, que ce n'était pas à nous de décider s'il y avait ou non prescription. C'est au tribunal de le dire. Si Mme Halsberghe estime qu'il y avait prescription, d'où le savait-elle?

A-t-elle eu un contact avec le tribunal? A-t-elle entendu un tribunal décider que c'était prescrit? Ou bien a-t-elle jugé elle-même que c'était prescrit? Je n'en sais rien. Je veux simplement préciser et je trouve que cette précision est importante. En effet, le procureur général de Liège mettait même en garde les ecclésiastiques estimant que ce n'était pas à eux de le dire. Je crois qu'il a tout à fait raison.

C'est d'ailleurs toute cette réflexion qui m'a poussé à dire, à la conférence épiscopale, lorsqu'on m'a demandé mon avis, que le volet juridique, judiciaire ne relevait pas de notre compétence et qu'il fallait l'écarter pour être clair et ne pas prêter le flanc à des soupçons, etc.

La **présidente:** Comme nous discutons un point particulier, nous allons entamer quelques questions afin d'épuiser le sujet.

Marie-Christine Marghem: Madame la présidente, c'est en effet un point très important. Je comprends le désarroi des évêques et des hommes d'Église par rapport à l'appréciation de données relevant typiquement de l'ordre juridique étatique belge.

Deux choses importantes devraient être rappelées. J'aimerais vous faire réagir à leur sujet.

Premièrement, quand quelqu'un est en aveux, un abuseur en aveux vis-à-vis de sa victime – et Dieu sait, d'après ce qu'on nous a dit, combien la commission Adriaenssens a connu une grande proportion de ces cas –, la prescription en droit belge est apparemment plus courte que la prescription en droit canonique. Le droit canonique dispose d'un système qui permet de poursuivre les abuseurs avec des prescriptions plus longues et une indemnisation prévue par les canons 1729 et 695. C'est ce qui nous a été expliqué.

Aloys Jousten: Magnifique!

Marie-Christine Marghem: Donc, dans ce cadre, quand un abuseur et un abusé sont d'accord sur les faits, sans enfreindre l'imperméabilité qui doit se maintenir entre l'ordre juridique étatique belge et l'ordre juridique de l'Église, vous pouvez entamer un processus d'indemnisation si la victime a besoin de cette indemnisation; vous ne le savez peut-être pas.

Il n'y a aucun problème: cette indemnisation peut être fixée entre les parties, notamment par la désignation d'un expert que les deux parties désigneraient ensemble pour fixer le dommage.

Ce pourrait être un expert médecin. On nous a aussi expliqué que tout cela pouvait être identifié de façon objective. Vous ne le savez peut-être pas, mais vous auriez donc pu le faire sans contredire l'ordre juridique étatique.

Ce qui nous heurte nous, c'est que grâce à l'intervention du neveu de Mgr Vangheluwe, on libérait leur parole, on a pu faire l'état de la question des abus sexuels au sein de l'Église et beaucoup de cas, vraisemblablement, ont semblé prescrits selon le droit pénal belge. Mais peut-être pas en droit canonique, et de toute façon, certaines de ces personnes avaient peut-être besoin d'une indemnisation. Je le dis parce qu'il faut poser le problème.

Pourquoi n'avez-vous pas cherché à savoir comment répondre à ce besoin d'indemnisation? Je voudrais savoir pourquoi toutes ces victimes n'ont pas émis le souhait d'être indemnisées, si certaines d'entre elles ont suivi un parcours thérapeutique ou autre. Leur a-t-on expliqué qu'elles ne pouvaient pas demander d'indemnisation parce que les faits étaient prescrits? Leur a-t-on dit qu'on ne voulait pas indemniser parce que c'était la justice qui devait fixer la chose et qu'elles devaient donc porter plainte? Vous le voyez, c'est une question très complexe mais on a l'impression qu'on a guidé les victimes vers une sorte de silence, pas absolu certes. On leur a dit: "Vous l'avez dit, c'est bon comme ça. On ne peut pas indemniser: si vous voulez qu'on vous indemnise, allez devant la justice et débrouillez-vous si c'est prescrit." On peut le voir comme cela.

Renaat Landuyt: Waarom verbergt u zich achter de verjaring om geen schadevergoeding te moeten betalen aan mensen die echt nood hebben aan de betaling van kosten veroorzaakt door een misdrijf, al dan niet verjaard, door een priester? Waarom bent u niet zo goed om op een minnelijke wijze tegemoet te komen aan het probleem van die mensen?

Olivier Deleuze: Monsieur Jousten, dans un document que nous a remis M. Harpigny avant-hier, se trouve un avis demandé à M. Luc De Fleurquin concernant le respect des statuts de sa propre commission par Mme Halsberghe. C'est un document en néerlandais. M. De Fleurquin y précise qu'il appartient à l'Église, et non pas à la commission, de décider quelles sont les mesures urgentes. La commission peut remettre un avis.

Dans la lettre des autorités de l'Église à Mme Halsberghe, que M. Harpigny nous a remise,

il est indiqué que, d'une certaine manière, la commission n'est pas neutre. On peut y lire : "(...) Ontbreekt aan de noodzakelijke neutraliteit".

N'est-ce pas une illustration de l'impossibilité de créer, au sein d'une institution telle que l'Église, une commission pour se renseigner ou traiter des faits graves qui s'y sont passés? Par conséquent, cette commission ne peut être neutre, elle ne peut avoir la crédibilité nécessaire puisqu'à partir du moment où elle agit, à votre estime, contrairement à ses statuts, les autorités de l'Église interviennent directement.

N'y a-t-il pas une contradiction dès le départ dans la volonté de l'Église d'instituer en son sein une commission prétendument neutre et indépendante mais dont les écrits qui nous ont été remis avant-hier montrent qu'elle ne l'est pas?

Le **président:** Monsieur Deleuze, votre question ne concernait pas l'indemnisation mais elle sera prise en considération.

Carina Van Cauter: Over schadevergoeding zijn de bijkomende vragen al gesteld, maar ik begrijp de monseigneur niet goed wanneer hij zegt dat Justitie moest beslissen of de verjaring al dan niet verkregen was. Justitie, en niet de Kerk of een commissie, moet beslissen of er al dan niet verjaring is. Hoe komt het dan dat men professor Adriaenssens instructie heeft gegeven bepaalde dossiers wel en andere dossiers niet over te leggen aan Justitie, terwijl het volgens u precies aan Justitie is uit te maken of er al dan niet verjaring was?

Sophie De Wit: Ik merk ook een contradictie. U zegt dat u de schadevergoedingen overlaat aan de burgerlijke rechtbank en dat u daarover zelf niet oordeelt. Zoals wij al in de vorige getuigenissen hebben gehoord, is het echter geen vanzelfsprekendheid naar Justitie te gaan wanneer er een slachtoffer komt. U probeert het vaak zelf op te lossen door de betrokken dader over te plaatsen. Dan onttrekt u het slachtoffer ook de mogelijkheid via Justitie, de burgerlijke of de strafrechtelijke weg, schadevergoeding te vragen. U zegt dat u het niet kunt doen, dat de rechtbank het moet doen, maar daarnaast bestaat er blijkbaar een aarzeling direct naar Justitie te gaan wanneer u kennis hebt gekregen van een feit. Ik begrijp dat niet goed. Kunt u mij dat uitleggen? Zeker vanuit ethisch oogpunt vind ik dat een heel rare kronkelredenering.

La **présidente:** Voilà pour les questions autour de l'intervention que vous avez faite au sujet des

indemnités qui devaient plutôt dépendre d'un procès pénal ou civil que des autorités ecclésiastiques.

Je vous laisse préciser votre pensée.

Aloys Josten: Je pense que, tout d'abord, nous devons nous mettre d'accord sur le mot "indemnisation". Il peut avoir plusieurs significations dans ce contexte, me semble-t-il en tout cas. À partir de ce que j'ai entendu de votre part, il me semble que, de fait, ce mot a une coloration particulière et que lorsque nous l'entendons ailleurs, il a encore une autre couleur.

Lorsque j'ai dit que c'est le tribunal civil qui doit décider s'il y a lieu de demander une indemnisation ou non, je crois que j'ai donné un certain sens, limité, à ce mot. Tandis que, dans votre assemblée, j'entends une autre demande. Plusieurs d'entre vous ont parlé de la thérapie: "Lorsqu'une victime n'a pas les moyens pour suivre une thérapie, ne trouvez-vous pas normal que l'Église ou bien le malfaiteur, l'abuseur, intervienne?" C'est une question qui est un peu différente, me semble-t-il, de ce que j'entends par "indemnité fixée par le tribunal". Car ce peut être une indemnisation morale. C'est comme ça que je le comprends.

Donc, quand il s'agit de la thérapie et de la guérison que l'on souhaite, il est clair que l'abuseur doit intervenir et que l'Église doit se demander si elle peut faire quelque chose. Mais c'est tout d'abord l'abuseur qui, même pour ces thérapies, doit intervenir.

La **présidente:** Et si l'abuseur n'en a pas les moyens?

Aloys Josten: Oui, dans ce cas-là, il faut négocier avec la victime et l'évêque ou le supérieur religieux pour voir ce qui est possible. Les choses ne vont pas de soi, tout de même. Dans la tête de beaucoup de personnes, à l'heure actuelle, quand on parle d'indemnités, il y a le schéma américain. Or la justice américaine fonctionne autrement que la justice belge. Vous nous reprochez de ne pas vouloir indemniser de peur de voir venir tout le monde. Dans la mesure où on veut appliquer le système américain, tout le monde aurait peur, en effet.

La **présidente:** Je crois que les parlementaires ont dit autre chose, monseigneur. D'abord, on n'est pas du tout dans le schéma américain dans la justice belge. Je voulais rappeler ce que Mme Marghem a dit. Elle disait qu'il existe des

possibilités d'indemnisation, peu transparentes et peu connues, parce que cela a été dit ici par un évêque lundi dernier, parce que cela a été dit par un professeur de droit canon qui sert d'ailleurs aussi de soutien dans différentes études que vous avez demandées. Ils ont dit qu'il y avait cette possibilité d'indemnisation dans la procédure de droit canon qui ne peut être mise en branle que par vous, les autorités ecclésiastiques locales ou Rome.

La question fondamentale qu'on peut se poser en dehors d'un arbitrage évoqué par Mme Van Cauter avec des experts choisis par chacun et dans lequel on pourrait se mettre d'accord sur une indemnisation, ce qui est plutôt du ressort d'une responsabilité morale des autorités ecclésiastiques, il existe aussi cette possibilité. M. Adriaenssens nous a dit qu'il y avait énormément d'abuseurs en aveux toujours vivants, entre 91 (je reste sur ce chiffre) et 400. S'ils ne sont pas retraités et même s'ils le sont, ne pouvez-vous pas entamer une procédure en droit canon pour des crimes, puisque ce sont des criminels et imaginer dans cette procédure en droit canon une indemnisation de la victime? Puisque vous estimez que la procédure de Mme Halsberghe était totalement arbitraire, si je vous ai bien compris, ce serait une procédure légale, organisée par un droit.

C'est aussi cette logique qui a été mise en avant par Mme Marghem. On aimerait avoir votre avis sur la question. Pouvez-vous imaginer que chaque évêque produise un dossier sur les abuseurs en aveux qui ont été identifiés par M. Adriaenssens et la commission que vous-même avez mise en place, comme vous l'avez répété?

Aloys Josten: Si le droit canon prévoit cela, j'apprends des choses!

La **présidente:** Nous avons eu des cours!

Aloys Josten: Si la procédure est prévue, il me semble que la victime peut presque l'exiger.

Marie-Christine Marghem: C'est un droit disciplinaire intérieur à l'ordre juridique de l'Église et il n'y a que vous qui puissiez le mettre en branle dans le cas d'une procédure contre l'abuseur qui devrait être sanctionné selon ce qui est prévu en droit canon pour ce type de faits. Accroché à cela, il y a une indemnisation possible. Mais la mise en route de cette action, contrairement à ce qu'il se passe en droit belge, où la victime peut mettre en branle l'action civile en déposant plainte auprès d'un juge d'instruction par exemple, avec

constitution de partie civile, n'existe pas dans le droit canonique. Le seul moyen, c'est vous! C'est cela qu'il faudrait faire!

Carina Van Cauter: Mevrouw de voorzitter, aanvullend, heb ik de bisschop nu horen zeggen dat een schadevergoeding voor hem enkel zou kunnen bestaan uit de terugbetaling van medische oplegkosten?

Is het niet, zoals in het gemeen recht is bepaald, dat schade verschillende componenten heeft? Er is de materiële schade, wat ook lichamelijke ongeschiktheid kan zijn, arbeidsongeschiktheid – we hebben hier cijfers van 16 % horen vernoemen – en er zijn de morele schadevergoedingen. Ik verwijs niet naar het Amerikaans systeem. Wij hebben toch ook indicatieve tabellen en bepalingen die ons leren hoe schade moet worden berekend en vastgesteld.

Is de Kerk bereid om daarin haar verantwoordelijkheid te dragen en desgevallend, zelfs minnelijk, op een transparante objectieve wijze de schade te laten vaststellen en haar verantwoordelijkheid op te nemen door te vergoeden? Of moeten de slachtoffers die kelk helemaal tot op de bodem leegdrinken en iedere procedure doorlopen, eer zij krijgen waar zij recht op hebben?

Stefaan Van Hecke: Mevrouw de voorzitter, op hetzelfde punt, ik ben het helemaal eens met collega Van Cauter.

Monseigneur Jousten, heb ik goed begrepen dat u over de therapiekosten zei dat de Kerk zou moeten tegemoetkomen voor het geval het slachtoffer niet de middelen heeft om in therapie te gaan? Ik heb dat zo begrepen. Dat wil zeggen dat iemand die wel het geld heeft om therapiekosten te betalen, geen recht zou hebben op terugbetaling?

Ik zou graag heel duidelijk van u willen weten wat uw standpunt daarover is. Ik denk namelijk dat iedereen die therapiekosten heeft, recht heeft op de terugbetaling daarvan, naast alle andere componenten van de schade, wanneer ze bewezen zijn.

Siegfried Bracke: Mevrouw de voorzitter, ik heb een kleine toevoeging.

Als ik de bisschop goed heb begrepen, dan zegt hij in feite dat er sprake kan zijn van een schadevergoeding als – ik forceer nu een beetje zijn woorden in het belang van de duidelijkheid –

het over niet te veel geld gaat. Dat is de verwijzing naar het Amerikaans systeem. Dat is een eerste punt.

Ten tweede, hij zegt ook het volgende, waarvan ik moet zeggen dat ik het onaangenaam vind om dat te horen.

Monseigneur, u zegt, wie in de eerste plaats moet betalen, is de misbruiker zelf. Dat is de evidentie.

In dit geval spelen we natuurlijk in een ander spel. Naar schatting de helft van die misbruikers heeft gewoon geen vermogen, omdat het mensen zijn die in een religieuze gemeenschap leven. Alles wat zij hebben, behoort aan die gemeenschap. De heer Landuyt zei al dat u zich niet noodzakelijk hoeft te bedienen van het recht om geen schadevergoeding te betalen. U kunt zich bedienen van de moraal om wel schadevergoeding te betalen. Maar u vraagt dat dus aan mensen van wie u weet dat althans de helft van hen eigenlijk niets heeft om te betalen. Daarover zegt u dat u dan zult overwegen of er betaald zal worden, want dat moet worden onderhandeld, dat moet worden bekeken.

Met permissie gezegd, ik vind dat heel kil en koud.

La présidente: Nous allons clôturer le point indemnisation avec vos réponses à toutes les questions précises qui vous ont été posées.

Aloys Jousten: Je reviens encore une fois sur la question du remboursement des frais.

Tout d'abord, je voudrais préciser que je pensais aux abuseurs, que s'ils avaient eux les moyens, ils devaient évidemment payer car, si j'ai bien compris la remarque d'un député il croyait que c'était à la victime...

La présidente: Non, c'était une formule. Certains ont dit que l'abuseur devait payer les soins thérapeutiques mais, parallèlement, vous dites que c'est le cas si la victime est dans le besoin. D'où notre question: la victime qui n'est pas dans le besoin n'a-t-elle pas droit à un soutien financier pour ses soins thérapeutiques?

Aloys Jousten: Non, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

La présidente: C'était la précision que M. Van Hecke demandait.

Aloys Jousten: Par ailleurs, je crois que nous devons discuter des questions que vous soulevez.

Je ne peux pas vous en dire davantage maintenant.

Mais je crois que vous insistez sur ce point. Vous dites qu'un problème se pose en la matière. Je crois que nous devons emporter ce problème d'ici. Je crois qu'il n'a jamais été posé de manière aussi aiguë et aussi précise que vous le faites maintenant. L'indemnisation de la thérapie, par exemple, est un problème dont nous devons débattre. Nous devons examiner quelle est notre responsabilité morale et envisager les différentes possibilités. C'est peut-être dans ce contexte que quelqu'un a parlé d'un fonds ou d'une caisse de solidarité? Je ne sais pas.

C'est tout ce que je peux dire pour l'instant mais j'ai bien entendu votre question.

La **présidente**: Beaucoup d'autres questions ont été posées. Nous allons donc vous laisser y répondre.

Aloys Josten: J'aimerais d'abord dire un mot sur la commission Adriaenssens qui a transféré des dossiers à la justice. Cela s'est fait par décision de la commission; les évêques ne sont jamais intervenus dans les travaux de la commission.

Pour moi, c'est clair. Je n'ai jamais entendu dire qu'on avait influencé les travaux de la commission Adriaenssens. Si M. Adriaenssens ou la commission décidait de transférer des dossiers à la justice, cela relevait de leur seule décision.

Valérie Déom: Vous avez justement critiqué ou du moins donné votre point de vue sur la commission Halsberghe en disant que c'était à la justice de décider l'indemnisation et de décider la prescription. Or, dans le cadre de la commission Adriaenssens, il y avait clairement un protocole conclu, un accord, un *gentleman's agreement* conclu avec la justice. M. Adriaenssens est venu clairement nous dire que sa commission décidait si le dossier était prescrit ou non et s'il était transmis à la justice; il disait que, si le prêtre était en aveux et qu'il n'y avait pas de risque de récidive, le dossier n'était pas transmis à la justice.

Ainsi, il existait une série de critères selon lesquels la commission transmettait ou non le dossier à la justice; finalement, ces critères ne constituaient pas un principe absolu de transmission de tout dossier à la justice.

J'aurais donc voulu avoir votre avis sur la manière

dont a fonctionné la commission Adriaenssens par rapport à la commission Halsberghe. Finalement, c'est également la commission Adriaenssens qui décidait quels dossiers devaient être transmis à la justice, puisqu'il n'y avait pas de transmission systématique, et qui décidait s'il y avait prescription ou non.

Aloys Josten: Je confirme que nous n'avons pas donné de directives à la commission; c'est elle-même qui a établi un règlement d'ordre intérieur de fonctionnement.

Mais je pense que vous avez quand même mis le doigt sur une faiblesse de la commission: précisément le volet judiciaire, le volet juridique. Maintenant, là, vous dites qu'il existe un risque. Après tous les échos que j'ai entendus, je me dis qu'il y avait là un point faible.

Ce n'était pas voulu! Comme vous venez de le préciser, des dossiers ont été transmis et clairement vous vous demandez qui fait le tri dans ces dossiers. Le procureur général nous a bien fait comprendre qu'il ne s'agit pas de prendre des décisions à la place de la justice. Vous avez raison d'émettre des critiques à ce sujet. Nous ne le faisons d'ailleurs plus car les travaux de la commission sont arrêtés. Au niveau de la prolongation de cette commission, nous avons voulu délibérément mettre le volet juridique de côté.

Combien d'affaires y a-t-il à Liège?

Une quinzaine de cas figurent dans les archives ou dossiers du vicaire judiciaire. Il n'y a pas de dossier secret. Il vous a déjà été dit que le mot "secret" n'est pas juste. Ce sont des dossiers "confidentiels" car on ne souhaite pas que tout le monde puisse y avoir accès. Il n'y a pas de secret, comme si l'on avait caché quelque chose. Cette confidentialité me paraît tout à fait nécessaire pour une question de respect vis-à-vis des personnes. Ayant fait partie du conseil épiscopal sous Mgr Houssiau, mon prédécesseur, j'ai toujours été très touché par la discrétion avec laquelle on parlait de certains cas. Parfois, les noms n'étaient même pas cités, tellement la discrétion était de mise.

Il faut reconnaître le fait que même les prêtres ont droit à une certaine discrétion. C'est pourquoi l'on parle de "dossiers confidentiels". Mon vicaire judiciaire en a relevé une quinzaine. Tous ont été jugés par la justice de l'État. C'est pourquoi je me sens assez à l'aise. Nous avons eu connaissance de certains abus sexuels par la justice au moment

où ils ont été rendus publics à la suite d'une plainte ou d'une instruction.

Je voudrais également vous parler des contacts avec la justice.

Dans la province de Liège, j'ai l'impression qu'il existe une séparation claire et nette entre la justice et l'Église. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est une situation que je regrette un peu. En effet, ni les jugements, ni les mesures de probation ne sont portés à notre connaissance. Un prêtre de mon diocèse a fait l'objet d'une suspension du prononcé. Des mesures probatoires avaient été prises et nous n'en savions rien. S'il ne nous l'avait pas dit personnellement, nous ne l'aurions pas su. Je ne sais pas s'il est possible de fonctionner autrement. En tout cas, je regrette cette situation car, ce faisant, on se retrouve, en quelque sorte, dans un *no man's land*.

La présidente: Si je comprends bien, depuis 2001, un prêtre de votre diocèse, qui avait commis des abus, a fait l'objet d'une suspension du prononcé avec mesure probatoire et vous n'étiez pas au courant. Il a donc gardé ses fonctions...

Aloys Jousten: Non. Nous le savions puisqu'il y avait eu jugement. Il y a eu une instruction. Il a quand même été en prison. Mais il y a eu suspension du prononcé.

La présidente: Vous étiez donc au courant.

Aloys Jousten: Oui. Mais je n'avais pas connaissance des mesures prises à son encontre par le juge.

La présidente: Quand vous avez appris que ce prêtre faisait l'objet d'une instruction, il a même été sous mandat d'arrêt, si je vous ai bien entendu...

Aloys Jousten: C'était avant 2001.

La présidente: Votre prédécesseur a-t-il pris des dispositions?

Aloys Jousten: Oui. Et j'ai continué à en prendre.

La présidente: De quelles dispositions s'agissait-il?

Aloys Jousten: Il n'a plus exercé son ministère. Il a trouvé du travail dans une organisation. Et puis, après un certain temps, on lui a confié un travail dans le cadre duquel il ne pouvait pas être en contact avec des enfants ou des jeunes.

La présidente: S'agissait-il d'un poste administratif?

Aloys Jousten: Non. Il travaille aujourd'hui dans une unité pastorale, sous la conduite du curé.

Mais il travaille encore à mi-temps dans cette organisation.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je reconnais que nous devons être très vigilants. Vous avez raison d'insister sur ce point. Toutefois, de l'autre côté, il y a toujours le prêtre et, même si je ne le mets pas dans la balance contre les victimes, le prêtre me tient à cœur. Je suis son évêque. C'est un prêtre de mon diocèse; il fait partie du presbytérium, comme nous l'appelons et j'ai donc le souci de voir comment il peut évoluer et de savoir comment je peux le cadrer et ne pas l'exclure si ce n'est pas nécessaire. Vous pourriez me demander comment je sais si c'est nécessaire ou pas. On apprécie en fonction des cas.

La présidente: Il y a des questions sur ce point précis.

Carina Van Cauter: U zegt dat er vijftien dossiers zijn en dat zij alle vijftien zijn afgehandeld door Justitie, maar dat u de inhoud van de uitgesproken vonnissen niet kent.

Aloys Jousten: Niet van alle vonnissen, maar dat kan men te weten komen. De opgelegde maatregelen worden in de regel ook niet doorgegeven. Dat is tenminste mijn ervaring.

Carina Van Cauter: Hebt u het parket toelating gevraagd tot inzage in het dossier en tot het kopiëren van het vonnis, zodat u volledig ingelicht was? Desgevallend kon u op volledig ingelichte wijze de nodige tuchtprocedure starten en de nodige maatregelen nemen om te vermijden dat er recidive was of om uitvoering te geven aan de probatiemaatregelen die in het vonnis werden opgelegd. Of hebt u het parket nooit aangeschreven en hebt u gewoon de dingen gelaten zoals zij zijn en rekening gehouden met hetgeen u in de pers of via via op een onrechtstreekse manier vernam?

Aloys Jousten: Of door contact met de priester zelf.

Carina Van Cauter: Of door contact met de priester zelf. Maar hebt u nooit zelf het parket aangeschreven om te weten hoe de vork precies aan de steel zit?

Aloys Jousten: Dat is in mijn tijd nooit gebeurd. Ik meen wel dat de vicaris af en toe contact had met het gerecht. Ik vraag mij echter af of wij dat kunnen doen.

Carina Van Cauter: U bent toch een belanghebbende partij. U kunt toelating vragen.

Aloys Jousten: Quand vous demandez une information à un juge d'instruction, il peut vous répondre qu'il ne peut rien dire.

Carina Van Cauter: Non, il faut le demander au parquet.

Aloys Jousten: On peut le demander? Enfin, je crois que le vicaire judiciaire l'a fait parce que je n'ai pas eu à traiter ces cas-là: c'était avant 2000.

La **présidente:** Depuis votre arrivée, vous n'avez pas dû traiter de cas judiciaires?

Aloys Jousten: Non, à part le cas dont je vous ai parlé, qui est celui d'un religieux.

La **présidente:** Donc, a priori, il n'y a pas eu de courrier pour demander les dossiers jugés. On ne parle pas des dossiers en instruction mais des dossiers jugés, auxquels vous pouvez accéder sur demande.

Renaat Landuyt: We stellen vast dat iedere bisschop blijkaar zijn eigen manier van handelen heeft en dat er nog gespreksstof is om maandelijks bijeen te komen onder elkaar, want de methode waarop de bisschop van Antwerpen te werk is gegaan, is toch iets actiever dan uw methode, als ik mij zo mag uitdrukken. Vandaar ook mijn vraag.

U zegt dat er maar één geval is geweest sinds uw periode, sedert 2001. Nu hebt u bij de opsomming van feiten door de commissie Adriaenssens nog gevallen gekregen. Daarvan zegt u dat er daders overleden zijn en dat die zeker zijn opzigezet, maar dat er ook een paar op pensioen zijn, zoals ook bisschop Vangheluwe op pensioen is. De vraag is of u voor degenen die op pensioen zijn, de redenering van de heer Léonard hebt gemaakt dat ze op pensioen zijn en dat u die mensen toch niet zou verontrusten? Of hebt u even gekeken of er geen nood is aan een of andere maatregel?

Aloys Jousten: Voor de mensen die op rust zijn, die ken ik zelfs niet zo persoonlijk. Die zijn nu op een plaats waar er niets kan gebeuren.

Renaat Landuyt: De vraag is eigenlijk de volgende. U hebt kennis van gevallen gekregen. Dan hebt u zich beperkt tot de vaststelling dat ze gepensioneerd zijn en ergens verblijven, of hebt u ze individueel toch even benaderd?

Aloys Jousten: Ik heb met twee priesters die op rust zijn, contact gehad, omwille ook van slachtoffers, ook al zijn het zeer oude mensen. Ik heb daarstraks gezegd dat er een man was waarbij er sprake was van 60 jaar geleden, maar die nu pas heeft gesproken. Ik heb ook met twee priesters contacten gehad, omdat een slachtoffer van elk mij had geschreven. Ik heb daarmee contact gehad en er is een contact geweest tussen de priester en het slachtoffer. De anderen zijn overleden.

Renaat Landuyt: Het waren er maar twee?

Aloys Jousten: Ja.

Stefaan Van Hecke: Als ik het goed begrijp, waren alle 15 dossiers bekend bij het gerecht en heeft het gerecht uitspraak gedaan. Betekent het dat u, los van die 15 dossiers, nooit een dossier heeft toegestuurd gekregen, of een melding heeft gekregen via de commissie-Halsberghe, de commissie-Adriaenssens, verenigingen zoals Mensenrechten in de Kerk, of slachtoffers zelf? Zijn er nooit meldingen bij u binnengekomen via allerlei wegen, maar enkel wanneer het via Justitie gaat?

Aloys Jousten: Ik heb melding gehad van... Er heeft een slachtoffer mij opgebeld, maar de priester die dat had gedaan, was overleden. Het slachtoffer wou alleen maar eens komen vertellen wat er was gebeurd om een beetje vrij te zijn. Er was niets anders meer te doen, vond ik.

La **présidente:** Des victimes sont-elles venues spontanément chez vous depuis que vous avez pris vos fonctions?

Aloys Jousten: Justement, depuis le mois d'avril, j'ai eu des contacts avec, entre autres, cet homme qui m'a téléphoné et puis encore les deux victimes pour lesquelles j'ai cherché le prêtre. Je les ai mises en rapport avec lui. Une femme m'a aussi téléphoné. Je suis allé la voir. Là aussi, l'abuseur est décédé.

La **présidente:** Les prêtres qui ont vu les deux victimes étaient-ils pensionnés?

Aloys Jousten: Oui.

La **présidente**: Et puis, vous n'avez plus assuré le suivi.

Aloys Jousten: J'ai eu des réactions, et les victimes étaient contentes de ce contact.

Sonja Becq: U stelt dat u niet op de hoogte werd gehouden van vonnissen. Mevrouw Van Cauter wees daar ook al op. Werd er vroeger of nu overwogen of er een burgerlijke partijstelling mogelijk was in die zaken, zodat u op die manier zou weten wat de uitspraak was of zodat u uw rechten als bisdom kon vrijwaren? Ik weet niet of u daaromtrent advies kreeg. Dat is de vraag die bij mij opkomt wanneer u zegt dat u totaal niet op de hoogte bent, tenzij men u dat vrijwillig meedeelt.

Aloys Jousten: Je ne pense pas que dans les causes traitées par les tribunaux il y ait eu constitution de partie civile, mais je ne pourrais pas vous l'affirmer.

Marie-Christine Marghem: On se rend compte, en entendant l'ensemble des questions et des réponses qu'il faudrait que désormais, les évêques qui ont le pouvoir hiérarchique sur les prêtres incardinés dans leurs diocèses aient un rôle beaucoup plus actif. Je reviens à la suspension du prononcé que vous avez évoquée tout à l'heure. Il me semble que vous pouviez demander à ce prêtre sur lequel vous avez une autorité de vous communiquer le jugement ou alors utiliser la procédure que vous ne connaissiez peut-être pas de demander au procureur du Roi d'avoir copie de ce jugement.

Pourquoi? Parce que c'était une suspension probatoire avec des conditions. Probablement, dans ces conditions, il y avait l'obligation de suivre une thérapie, de ne pas être en contact avec des enfants. Cette suspension a probablement été accordée parce que vous ou votre prédécesseur avez été actifs et que vous l'avez écarté d'un ministère que le mettait en contact avec des enfants. Mais la vraie question est celle-ci: comment assurez-vous le suivi?

En admettant que désormais, vous soyez plus actif, que vous sachiez ce qu'il faut faire, une suspension est toujours temporaire. Il faut donc vérifier les conditions et si elles sont bien remplies par la personne condamnée. Ensuite, comment la réintégrez-vous? Vous avez raison. En droit pénal classique, nous avons aussi le pardon, même si cela ne s'appelle pas ainsi. Au terme de la suspension, la peine est purgée et la personne doit avoir amendé sa conduite et éviter de reproduire les mêmes faits.

Cela dit, on n'ignore pas que le pourcentage de récidives est important et qu'il faut les surveiller. Alors comment faites-vous, comment gérez-vous cet aspect-là des choses pour éviter les récidives et pour que la personne respecte les conditions?

Valérie Déom: Dans la foulée de ce que vient de dire Mme Marghem, comme je l'avais déjà évoqué, ne pourrait-on penser à mettre en place un casier judiciaire canonique qui permettrait qu'à la suite de telle ou telle condamnation, le prêtre ne puisse pas être en contact avec des victimes. Cela permettrait de concrétiser un suivi des prêtres abuseurs.

Christian Brotcorne: Madame la présidente, j'entends bien tout ce qu'on dit mais l'un de nos soucis permanents est d'éviter la confusion entre le rôle de l'Église et celui de l'État, entre la justice civile et la justice canonique.

J'entends parler de jugement qui a été prononcé, qui informe et indique qu'il y a des mesures de probation. Il me semble que c'est à l'autorité judiciaire de veiller à la réalisation et à la vérification des conditions de la probation qui ont été mises au jugement. Une autre chose est d'informer les autorités supérieures d'une personne concernée pour que celles-ci puissent veiller à ce que, eu égard à la condamnation et aux conditions de probation, on mette en place des systèmes particuliers mais c'est de toute manière à la justice civile de veiller à ce que les mesures de probation soient mises en œuvre. En général, on désigne des assistants de probation.

Je voudrais qu'on ne mélange pas les genres!

La **présidente**: Il y a deux choses et c'est une question subsidiaire si nous en avons le temps. C'est effectivement à l'assistant de justice de suivre les mesures de probation pour voir si elles sont effectivement réalisées. C'est à la justice civile de le faire; nous sommes d'accord. Mais l'assistant de justice peut prendre contact avec le responsable de la personne qui a commis des abus, qui est proche de celle-ci. C'est tout de même plus aisé pour ce supérieur d'assurer un suivi efficace, d'être proactif, s'il est au courant des mesures et s'il connaît l'assistant de justice.

Avez-vous eu des contacts avec l'assistant de justice de ce prêtre?

Aloys Jousten: Les contacts ne se font pas par moi. S'il y en a, c'est avec le vicaire judiciaire. C'est lui qui s'occupe de ces cas.

La **présidente**: Y a-t-il toujours un vicaire judiciaire dans chaque diocèse?

Aloys Josten: Oui. C'est-à-dire qu'il y a toujours un vicaire épiscopal, un vicaire général qui s'occupe des questions juridiques, économiques, etc. C'est obligatoire.

La **présidente**: Savez-vous si votre vicaire judiciaire a eu des contacts avec l'assistant de justice?

Aloys Josten: Je ne peux pas vous le dire. Je crois que oui mais je ne peux l'affirmer.

La **présidente**: Il y avait encore d'autres questions; je vais vous laisser y répondre.

Aloys Josten: Au sujet du casier judiciaire, entre autres, et de la proactivité.

Une première chose que je retiens de tout le débat est que nous devons prendre la mesure de ce qui s'est passé, regarder l'avenir et mettre en place des mesures ensemble. Nous voulons assumer nos responsabilités ensemble et mettre au point une manière de procéder qui puisse rencontrer tout ce que nous avons appris, puisque nous sommes dans un même pays. Il est utile que nous tirions toutes les leçons de votre travail mais aussi de tout ce que nous avons entendu, depuis le mois d'avril notamment.

Je trouve que votre travail est important et peut nous éclairer. Vos questions devraient également devenir les nôtres.

La **présidente**: Suite aux auditions, nous avons remarqué que la procédure commune n'existait pas. Il y a eu trois évêques référents. Quel était votre contact avec eux par rapport à la problématique des prêtres abuseurs sexuels? Ils auraient pu vous mettre sur certaines voies.

Aloys Josten: Vous avez une image trop belle de ce qui est possible entre nous. Depuis des années, le problème des abus sexuels revient et nous préoccupe. Hormis cette année, je n'ai pas eu de nouveaux cas chez moi. Ailleurs, il y a relativement peu de cas aussi.

Vous pouvez évidemment me répondre que 475 dossiers sont sur la table, mais à répartir sur les années. Il faut le dire.

Nous sommes en train de réaliser un travail, notamment les évêques référents, qui veut

assumer le passé, comme vous le faites aussi. Nous travaillons maintenant sur le passé, un passé lourd, et nous essayons de voir comment assumer ce passé, comment nous charger de tout ce passé, comment digérer tout cela. Puis il faudra voir comment préparer l'avenir et agir dans l'avenir. C'est vrai.

Vous posez la question de savoir comment cela a été possible, comment nous avons fait. La question la plus importante maintenant est de savoir comment nous allons faire. Là, nous devons nous mettre ensemble. Je souhaite aussi que, bientôt, nous puissions investir plus d'énergie dans une préparation de l'avenir que de rester à nous démêler avec le passé.

La **présidente**: Oui, il y a le passé, mais vous savez qu'il y a encore beaucoup de victimes vivantes. C'est donc important de se poser les questions sur le passé. Ces personnes sont ici, elles souffrent, leurs familles ont souffert, certaines se sont suicidées.

Il est vrai que chacun doit faire des efforts sur le passé...

Aloys Josten: Et sur le présent et l'avenir.

La **présidente**: ... et il est vrai que chacun doit essayer de comprendre son passé, mais aussi reconnaître les personnes qui souffrent encore aujourd'hui. C'est aussi le travail que nous voulons réaliser par cette commission. Et il nous faut bien entendu préparer l'avenir: c'est ce que nous essayons.

Mais il ne faut jamais oublier que ce sont des centaines de personnes qui ont souffert et qui souffrent encore aujourd'hui dans leur chair et dans leur corps.

Aloys Josten: J'espère bien ne pas avoir donné l'impression de vouloir laisser de côté les victimes. Au contraire.

La **présidente**: Non, non. C'est pour cela que je le dis.

Aloys Josten: Merci.

La **présidente**: Continuons sur les questions qu'on vous a posées au début. Comme vous les aurez sûrement oubliées, la secrétaire est là pour les rappeler.

Aloys Josten: Vous avez parlé du secret de la confession. Je crois qu'il faut le respecter

absolument. Vous m'avez posé la question: "Quand l'évêque entend des choses, que peut-il faire?" Normalement, l'évêque ne devrait pas entendre les confessions, et certainement pas celles d'un prêtre, parce que ce n'est pas conciliable.

Marie-Christine Marghem: L'évêque ne confesse pas?

Aloys Jousten: Pas les prêtres.

Marie-Christine Marghem: Le système de la confession...

Aloys Jousten: Par déontologie, l'évêque ne peut pas entendre les confessions d'un prêtre. Car il pourrait arriver ce que vous avez laissé entendre. Et il faut l'éviter.

Marie-Christine Marghem: Qui confesse qui?

La **présidente:** Mme Marghem demande si les prêtres se confessent.

Aloys Jousten: (*Rires*)

Oui, bien sûr.

Marie-Christine Marghem: Vous comprenez ce que je veux dire? Tout le monde est dans le secret et tout le monde se tient par la barbichette, d'une certaine manière. Je me confesse, tu me confesses, et c'est terminé.

J'aimerais bien comprendre.

Aloys Jousten: Oui, mais le secret de la confession est absolu.

La **présidente:** C'est ce que M. Bonny nous avait dit lundi.

Marie-Christine Marghem: J'en déduis les conséquences, vous comprenez?

Aloys Jousten: Vous, vous voyez des conséquences. Mais je ne sais pas s'il faut... C'est un domaine, non pas délicat, mais... la victime devrait dénoncer le mal qui a été fait.

Marie-Christine Marghem: Mais ...

La **présidente:** Madame Marghem, je vous arrête. Madame Déom, ce sera la dernière question sur le secret de la confession qui est absolu.

Valérie Déom: Le secret de la confession est

absolu dans le principe et au niveau de l'espace, je dirais. Considérez-vous le secret de la confession uniquement limité dans le confessionnal ou recouvre-t-il, dans son principe, tous les "secrets" qu'un prêtre peut recevoir ?

Aloys Jousten: Non, je crois que ce n'est pas la même chose. Je dirais que lorsqu'un prêtre reçoit une confiance, il doit quand même en tirer des conséquences s'il peut prévenir un mal.

La **présidente:** Est-ce la même chose pour vous que pour un prêtre ?

Aloys Jousten: Oui

La **présidente:** Donc, le secret de la confession est donc limité au confessionnal.

(...): (*Intervention hors micro*)

La **présidente:** Merci.

(...): (*Intervention hors micro*)

La **présidente:** Pour que ce soit couvert par le secret de la confession, on nous l'a dit et répété lundi.

Aloys Jousten: Il y a une question sur les dossiers de la commission Adriaenssens. Vous avez posé la question de savoir si ces dossiers ne devaient pas être transmis ou mis à la disposition de la justice. Pour moi il y a là un problème – pas directement pour moi mais pour une question de déontologie – par rapport à ceux qui ont transmis leur confession, si on peut dire ou leur témoignage à la commission. Ont-ils souhaité ou souhaitent-ils que leur dossier soit transmis sans plus à la justice? La justice peut-elle simplement saisir les dossiers et les fouiller? Dans ces dossiers, il y a, paraît-il, des témoignages mais aussi des notes de la commission.

La **présidente:** Monseigneur, il y a deux choses. Le respect effectivement de la victime qui, parfois, n'a pas voulu aller vers la justice puisque tous ces faits sortent maintenant et que nombre d'entre eux sont prescrits. Il faut respecter ce désir de silence des victimes.

D'un autre côté, la question que l'on se pose ici - et c'est cela toute la problématique de cet arrêt et du fait qu'il n'y a plus de procédure par rapport à tous ces faits - c'est que vous savez que, derrière chaque victime, il y a un abuseur. C'est ce que M. Adriaenssens nous a fait savoir. Parfois, il y a un abuseur qui a fait dix victimes! C'est ce que M.

Adriaenssens nous a montré par des tableaux.

Donc, les abuseurs sont identifiés. Et si la victime, elle, ne veut pas de cette procédure judiciaire, pensez-vous qu'à un moment donné – et je pose la question en tant que citoyen comme vous l'êtes vous aussi – une instruction ne doit pas être ouverte à l'égard de tous ces abuseurs identifiés, que la justice tranche sur la prescription des faits et se prononce sur le suivi ou pas des faits?

Il y a, d'une part, le respect du secret des victimes et de leur anonymat, qui peut être gardé même si une instruction est ouverte, et, d'autre part, la défense et la sauvegarde de la société qui est assurée par le ministère public.

Ne pensez-vous pas que toutes ces personnes devraient quand même avoir une information et une instruction à leur égard, étant donné qu'elles sont toutes en aveux?

Aloys Josten: Comme citoyen, je dirais que oui. Ce n'est pas comme évêque que je dois prendre position dans ce domaine, me semble-t-il. Je n'ai pas à me prononcer comme évêque, avec une autorité d'évêque, sur une démarche que la justice pourrait faire. La justice peut-elle demander les dossiers? Ce n'est pas à moi d'y répondre. C'est à la justice ou au législateur d'y répondre. Je crois cependant qu'il serait bon que les abuseurs soient connus.

La **présidente:** Je vous remercie.

Aloys Josten: Le droit canon prévoit que les dossiers sont détruits après 10 ans. Aucun dossier n'a été détruit.

Vous avez mentionné M. Devillé. S'agit-il bien de Rik Devillé?

La **présidente:** Oui.

Aloys Josten: J'ai rencontré M. Rik Devillé sur un plateau de télévision et j'ai parlé avec lui par après. Je ne suis pas au courant des dossiers qu'il a transmis ou qu'il dit avoir transmis. Il avait promis de venir me trouver. Il n'est pas venu. J'ignore donc s'il a des dossiers sur Liège. Je n'en sais rien.

La **présidente:** C'est clair.

Aloys Josten: Des prêtres ont-ils été déplacés dans le diocèse? Même si j'étais trop jeune pour suivre les dédales de la vie ecclésiastique, je me souviens du départ d'un prêtre dans notre

paroisse qui avait commis des attouchements déplacés.

Il est parti.

De fait, il y a 50 ou 40 ans, on ne prenait pas toute la mesure de ce que signifie l'abus sexuel. Les mesures qui ont été prises n'ont pas toujours été appropriées. Nous devons agir autrement maintenant, puisque nous en savons plus que nos prédécesseurs. C'est valable pour toute la société. C'est d'ailleurs pour cela que vous êtes ici.

Vous m'avez demandé si j'avais des explications quant à l'ampleur de ce phénomène des abus sexuels au sein de l'Église. J'ai été évidemment très surpris d'entendre qu'il y en avait tant. En même temps, je dois dire que j'ai remarqué quelque chose dans le relevé fait par le diocèse d'Aix-la-Chapelle, qui est comparable à celui de Liège quant à la population. Ils ont fait le relevé des abus dans tout le diocèse de 1945 à 2010. On voit qu'il y a bien sûr des abuseurs et des cas de pédophilie. Évidemment, chaque cas est un cas de trop, mais, quand on les répartit sur 50 ou 60 ans, l'impression d'ampleur n'est pas celle que nous avons maintenant.

Je n'ai pas de véritable explication. Comme je l'ai déjà dit, je ne comprends pas. Mais j'ai l'impression que pour le moment ou en tout cas depuis 1995, il y a aussi une prise de conscience dans la tête de tout le monde. Je l'espère!

Siegfried Bracke: Ik denk dat de bisschop een deel van het antwoord op de vraag van daarnet misschien zelf heeft gegeven. In zijn inleidende uiteenzetting heeft hij namelijk gezegd dat er sprake was van een taboe, iets waarover men niet kon spreken. Het interesseert mij te weten in welke context dat taboe speelt. Het is met name de vraag of machtsrelaties, onder meer tussen priesters en leerlingen, tussen religieuzen en leerlingen en tussen priesters en parochianen, een rol spelen. Ik kan mij immers voorstellen dat dit taboe er was. Hoe zit het echter met de machtsuitoefening?

Aloys Josten: Dat taboe was algemeen, niet alleen in de Kerk tussen priesters en kinderen of tussen priesters en gelovigen. Het was een heel algemeen taboe. Men heeft gesproken over een seksuele revolutie. Dat betekent heel duidelijk dat er iets grondig is veranderd in de loop van de voorbije decennia. Ik denk dat dit een maatschappelijk verschijnsel is geweest. Zoals wij nu spreken over seksualiteit is dat iets heel nieuws. Gelukkig kunnen wij zeggen dat er nu een

grotere vrijheid en waarheid bestaat, onder meer in de omgang tussen mannen en vrouwen. Ik vind dat heel positief.

Daarnaast spreekt u van machtsmisbruik, en dat is er heel zeker. Ik heb dat trouwens gezegd. Er is een drievoudig misbruik: machtsmisbruik, misbruik van vertrouwen, dat vooral kinderen, jonge mensen en volwassenen in de priester stelden, en seksueel misbruik.

La présidente: Quand on lit les récits des victimes – les faits se déroulaient dans les années 50, 60 et 70 –, le pouvoir de l'Église était très important au niveau des villages, des écoles, des internats. À cette époque, les parents n'entendaient pas les enfants. Ils voulaient que ces derniers restent dans leur école ou leur internat. En effet, les collèges catholiques avaient une très bonne réputation durant ces décennies. Cette relation de pouvoir a fait que le silence a perduré tant dans les familles que dans la société dans son ensemble.

On a également parlé du total pouvoir de l'évêque qui est le seul chef à bord de son diocèse, mais aussi de l'isolement des prêtres.

Pensez-vous que le contexte actuel a totalement changé par rapport à celui des années 50, 60 et 70 durant lesquelles l'Église avait pleine autorité, situation qui a mené à la non-divulgateion de tous ces faits, à l'isolement des victimes et qui a permis aux prêtres abuseurs d'agir comme ils l'entendaient? Aujourd'hui, des paroisses existent toujours, des cours de catéchisme sont toujours dispensés. La situation a-t-elle fondamentalement changé en termes de relation d'autorité, relation qui est primordiale en matière d'abus sexuels?

Aloys Josten: J'espère profondément que votre analyse n'est pas exacte. J'espère profondément que vous vous trompez quand vous dites que les prêtres auraient exercé un certain pouvoir et que cette relation de pouvoir serait à l'origine de certains abus. Il est clair que cette situation a pu jouer. Mais il me semble que ce n'est pas dans cette dernière qu'il faut trouver l'explication.

Selon moi, votre analyse n'est pas bonne dans la mesure où votre raisonnement se limite à l'Église. D'une certaine manière, le pouvoir a été exercé partout dans la société. C'est la raison pour laquelle je pense que la question qui nous occupe est une question de société. Bien sûr, l'Église a joué un rôle dans cette dernière. C'est évident. Comme vous l'avez dit, elle a eu, à un certain moment, un rôle plus déterminant qu'à l'heure

actuelle. Il ne faut pas nier l'évidence. Mais il faut quand même être conscient du fait que le phénomène est plus large et qu'il dépasse la sphère de l'Église.

La présidente: C'est vous que j'ai en face de moi. Des questions seront également posées aux autres personnes qui seront auditionnées.

Aloys Josten: Je ne veux pas faire le procès des autres. J'essaie simplement de situer et de mettre l'église au milieu du village. Le village n'est pas que l'église!

La présidente: Monseigneur, peut-être n'avez-vous pas lu les récits ou les procès-verbaux. Ce qui est significatif est l'isolement complet qu'ont ressenti ces enfants, même lorsqu'ils étaient adolescents. Ils n'ont pas été entendus par les autorités ecclésiastiques, pourtant des faits ont été dénoncés et ont fait l'objet de poursuites, ni par leurs parents. Nous sommes d'accord qu'il s'agit là aussi d'une relation d'autorité.

Cette puissance de l'Église faisait que les enfants avaient peur et voulaient rester à l'internat, au collège. Les parents ne voulaient pas le croire. C'était le silence. En outre, certains parents nous ont dit avoir rencontré les autorités ecclésiastiques mais qu'elles n'avaient rien voulu entendre. Je ne vous mets pas du tout en cause, étant donné que vous n'étiez pas là. Les personnes en question ont été simplement déplacées et ont recommencé ailleurs. Des procès ont eu lieu dans les années 90 et nous démontrent effectivement un pouvoir et un silence total!

Nous poserons la même question à la Justice, aux magistrats sur la problématique de l'époque. Cette relation d'autorité et de puissance à un moment donné, je souhaiterais vous entendre dire qu'elle a changé car elle a, sans doute, été déterminante dans tout ce silence et cette structuration de silence pendant trente ans.

Aloys Josten: La relation d'autorité et la place de l'Église dans la société a sans doute encore renforcé le silence, surtout dans le cas d'abus commis par des prêtres. Je suis volontiers d'accord avec vous. Je souhaiterais cependant ajouter que le silence n'est pas seulement celui au sein de l'Église.

Vous avez raison de le dire; nous devons reconnaître que le prêtre était quelqu'un d'un peu sacré, d'intouchable. Je m'en suis bien rendu compte dans mon village. J'ai remarqué la façon dont les gens réagissaient parfois. On ne dit pas

de mal envers les prêtres. Tout ceci a certainement joué un rôle en ce qui concerne le silence. Comme je l'ai dit précédemment par rapport à ce monsieur qui a mon âge et qui est venu me trouver aujourd'hui, ce que les enfants disaient semblait impossible et on a, dès lors, jugé que ce n'était pas vrai.

Olivier Deleuze: Madame la présidente, monsieur Jousten, deux éléments sont particuliers à l'institution de l'Église: le premier est le débat désormais public sur le célibat non choisi. On ne peut pas le considérer comme anecdotique et je ne dis pas que vous le faites. Cela fait débat dans notre société. Le deuxième élément, c'est que jusqu'en septembre de cette année, les autorités de l'Église estimaient encore opportun d'instituer en son sein une troisième commission pour traiter de ces questions alors que nous avons des documents qui démontrent que c'est une voie sans issue, car on ne peut être à la fois dépendant et indépendant.

Ces deux éléments sont particuliers. Nous ne demandons pas mieux et nous pensons que le futur sera mieux que le passé mais parfois, c'est un passé très récent dont on parle ici.

Aloys Jousten: Tout comme vous, monsieur Deleuze, j'espère que l'avenir sera différent du passé. C'est évident et c'est aussi pourquoi nous voulons travailler avec vous. Les questions que vous nous posez, elles restent. Je me dois de les recevoir et je ne peux remettre en cause votre bonne foi quand vous me posez des questions pareilles.

Vous m'interrogez sur le célibat non choisi. Le terme n'est pas juste: on pourrait dire qu'un célibat non choisi est un célibat imposé. Pour l'Église, ce n'est pas comme cela que les choses se passent: elle choisit ses prêtres parmi ceux qui veulent vivre le célibat et pas l'inverse. Ce n'est pas facile à accepter, peut-être, mais c'est ainsi que les choses se passent. Je sais bien que certains qui voulaient absolument devenir prêtres se sont dit que le célibat, cela irait. Mais peut-on dire maintenant que le célibat est la cause des abus, qu'il a conduit des prêtres à adopter ces comportements? L'explication n'est pas simple mais prétendre qu'il y a un lien direct entre le célibat et la pédophilie, toutes les études montrent que ce n'est pas le cas.

La **présidente:** Nous n'allons pas discuter du célibat, ici. Je ne dis pas que ce n'est pas un débat important mais ce n'est pas le propos de cette commission.

Aloys Jousten: Vous dites que nous avons l'intention de créer une troisième commission. Ce n'est pas tout à fait juste. Nous avons voulu justement éviter cela. Nous avons juste dit que nous voulions encore faire quelque chose. Mais que pouvions-nous faire après les déboires que nous avons eus avec la commission Halsberghe et puis la commission Adriaenssens? C'est aussi un échec, même si elles ont fait du bon travail. Tout cela nous a donc amenés à nous reposer la question: qu'allons-nous faire?

Je crois que, finalement, on se dit qu'on ne peut pas faire grand-chose.

Renaat Landuyt: Een vraag, omdat ik dat veel hoor terugkeren vanuit de katholieke Kerk, is dat wij in onze analyse rekening moeten houden met de evolutie van de maatschappij en met de context. De vraag die ik u wil stellen: zijn jullie bereid om in jullie analyse van de evolutie, nu u gevoeliger bent voor dergelijke feiten of er meer zicht op hebt, om de vraag te stellen of het element dat de katholieke Kerk de seksuele relaties van vele mensen heeft beïnvloed en gezegd heeft wat goed leven is en wat goede seksuele relaties zijn, te koppelen aan het feit dat in eigen kringen zeer wrede feiten gebeurden? Neemt u dat ook op in uw analyse van het verleden? Nu doet u alsof de maatschappij de Kerk beïnvloedt, maar was er niet het punt dat de Kerk meer dan nu invloed had op de maatschappij?

Aloys Jousten: Dat is heel zeker. Het is heel zeker dat de Kerk destijds veel invloed had en nu veel minder invloed heeft. Dat is misschien een goede zaak, omdat wij meer moeten eerbiedigen wat ieder mens wil doen en we het geweten van de mensen niet onder druk mogen zetten. Daarin hebt u helemaal gelijk. Wij moeten uit al deze feiten die zijn gebeurd en alle dingen van het jaar 2010 voornamelijk lessen trekken. Ik denk ook dat het er om gaat dat wij bijvoorbeeld wat seksualiteit en seksuele moraal betreft heel duidelijk maken dat de moraal ertoe moet bijdragen dat de mensen groeien in menselijkheid en niet onderdrukt worden, dus dat ze niet de indruk hebben dat hen wat wordt gezegd zoals door donateurs de lessen die alles weten. Wij moeten veel meer eerbied hebben voor de individuele mens en zijn geweten, maar wij hebben toch een rol te spelen zonder dat wij het gezag moeten uitoefenen door te zeggen wat men wanneer moet doen, maar door een richting voor te stellen waarvan wij denken dat het een richting is die de mens doet groeien in zijn mens zijn.

Marie-Christine Marghem: Nous sommes en train de broser le contexte des tabous, de l'autorité et des pouvoirs, contexte historique qui évolue.

Vous dites que dans une procédure ecclésiastique, pour mettre en branle une possibilité d'indemnisation, il faut que la victime elle-même, sous le poids de tous ces tabous, de ces autorités et du caractère absolu du secret de la confession, doit prendre son bâton de pèlerin pour se libérer de tout cela et doit déposer plainte pour enclencher la procédure judiciaire en droit pénal classique et puis que, après seulement, en droit ecclésiastique, on regardera s'il y a encore possibilité de faire quelque chose, si l'on veut ou si l'on sait. Il y a quelque chose qui me choque profondément dans toute cette histoire. C'est qu'on n'ait jamais vu que toute cette addition de cadenas, pour peu qu'un prêtre à qui on confie quelque chose, ... Qu'ont fait les victimes la plupart du temps? Elles ont bien réagi. Elles ont fait réagir l'Église car elles savaient qu'il y avait des procédures. Mais pour peu que ces victimes se soient adressées à des prêtres qui ont confondu le secret de la confession et la simple confiance, on en arrive à des catastrophes comme celle-là. Cela ressort clairement de tout ce qu'on entend. Cela me pose un réel problème. Il y a là une passivité coupable. Ce n'est pas vous que j'accuse; c'est l'Église dans son ensemble qui n'a pas vu cela, alors que ces crimes existent dans la loi pénale depuis le XIX^e siècle.

Ne pensez-vous pas qu'il faudrait, comme en France, avoir une exception au secret professionnel et que vous soyez obligés de dénoncer des faits quand ils viennent à votre connaissance?

Aloys Josten: Je suis étonné qu'en France on ait accepté une exception au secret de la confession.

La **présidente:** C'est le secret professionnel, pas le secret de la confession.

Marie-Christine Marghem: Vous voyez bien que si l'on confond les deux...

Si un prêtre confond facilement, dans son for intérieur, parce que sur le plan déontologique il préfère laisser les choses en l'état, qu'il préfère être passif. S'il apprend des choses qu'il ne dénonce pas, en disant que c'est une confiance, et qu'il essaie de pousser la victime à agir alors qu'elle est sous le poids de tous ces tabous (social, familial, du village, etc.), cela devient

compliqué.

La **présidente:** Je pense qu'on a compris.

Aloys Josten: Là, de nouveau, regardons le présent. Pour le passé, il faudra voir. Dans le présent, il me semble que tous les prêtres se rendent bien compte de quelque chose. Dans le code de déontologie, entre autres, il faudra aussi prévoir cela et le préciser: il y a un devoir de dénoncer les choses.

C'est une pratique que nous devons aussi acquérir.

Marie-Christine Marghem: Mais c'est un tabou tellement fort... L'abus sexuel est interdit pas la loi depuis tellement longtemps que je ne comprends pas. Je ne parviens pas à comprendre qu'à un moment, certains ne se soient pas ouvertement déclarés contre cela. Que maintenant, cela devait cesser.

Je ne comprends pas.

La **présidente:** Madame Marghem, nous allons arrêter là: ce sont vos conclusions. Nous n'y sommes donc pas encore. Il est clair, comme on vient de le voir ici et en intrafamilial, que le tabou des abus sexuels est fort dans cette société. Notre mission sera aussi de mettre fin à ce silence, où qu'il soit, là ou ailleurs, comme dans l'Église, et ailleurs.

Le message, nous n'en avons pas encore. Cependant, nous voulons faire passer un message: la reconnaissance du passé, mais aussi les propositions d'avenir.

J'espère qu'elle est réelle, mais c'est l'impression donnée, et partagée par les autres commissaires, c'est que toutes les questions qu'on vous pose aujourd'hui sont des questionnements que nous nous faisons, mais sans doute des questionnements que vous ne vous êtes pas faits. Et que vous êtes en train de vous faire maintenant, après trente ou quarante ans d'abus et de difficultés au sein de l'Église.

Espérons que tous ces questionnements vous aideront. On vous aidera sans doute par nos recommandations, mais il faudrait que ces questionnements, vous les portiez aussi bien vite à l'intérieur de l'Église, de votre conférence épiscopale.

Je pense que, par exemple, les évêques suisses ont pris des positions, des positions fortes par

rapport à une forme de reconnaissance morale d'une responsabilité de l'Église. J'espère donc que ce travail sera très vite réalisé au sein de cette conférence épiscopale. Je sais qu'elle ne dispose pas de pouvoir, mais que, très vite, les évêques se parleront, peut-être plus qu'aujourd'hui, à propos de toutes ces problématiques.

Aloys Jousten: Je peux vous assurer qu'on se parle beaucoup mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, la journée n'a que 24 heures et nous essayons d'avancer. Nous essayons aussi d'avancer en prenant acte de ce que vous nous direz, de ce que vous nous laissez déjà entendre maintenant. Je remercie en tout cas votre commission de nous interpeller.

La **présidente:** La dernière question: est-ce que vous vous êtes parlés beaucoup pour préparer cet entretien avec nous?

Aloys Jousten: J'ai d'abord préparé mon intervention. J'ai réfléchi à ce que je pouvais dire. Étant donné notamment que d'autres évêques avaient des cas précis, ils ont présenté leur manière de faire. Mais, puisque je n'avais pas vraiment de cas pour illustrer profondément ce que je voulais vous dire, je me suis limité à des réflexions plus générales qui, je crois, ont quand même leur pertinence.

La **présidente:** Je vous remercie. Nous faisons une suspension de cinq minutes.

*La réunion publique de commission est suspendue de 12.15 heures à 12.25 heures.
De openbare commissievergadering wordt geschorst van 12.15 uur tot 12.25 uur.*

Audition de Mgr Luc Van Looy, évêque de Gand Hoorzitting met Mgr. Luc Van Looy, bisschop van Gent

Chers collègues, je propose de reprendre la séance. Mgr Van Looy a déjà été très patient.

Madame Marghem, chers collègues, messieurs les journalistes, je demanderais à chacun de bien vouloir rejoindre sa place. Je souhaiterais que nous reprenions nos travaux car nous en avons pour la journée! Les journalistes seront là toute la journée et vous aurez amplement le temps de leur parler.

Je voudrais accueillir, comme il se doit, Mgr Van Looy. Monseigneur Van Looy, vous étiez présent à l'audition de votre prédécesseur et avez donc pu voir comment la commission fonctionnait.

J'imagine que vous aurez préparé un bref exposé. Ensuite, interviendra la séance de questions-réponses. Vous avez déjà une idée des questions que posent les commissaires. Je vous cède immédiatement la parole.

Luc Van Looy: Mevrouw de voorzitter, dames en heren, eerst en vooral wil ik u danken voor de uitnodiging om hier aanwezig te zijn.

Het onnoemelijke leed van de slachtoffers van seksueel, crimineel misbruik in de Kerk schokt en raakt mij heel diep. Het vertrouwen van slachtoffers in zichzelf en in anderen werd hen als kind brutaal ontnomen. Als mens, als gelovige, als priester en als bisschop schaam ik mij hierover diep. Klein en onmachtig erken ik het verwoestende leed dat slachtoffers is aangedaan door geestelijken. Ik wil dan ook krachtadig werk maken van een Kerk die niet alleen in haar woorden maar ook in daden kiest voor de gekwetsten en de lijdende mens.

Op 1 februari 2004 werd ik tot bisschop gewijd in Gent. Ik volgde daarbij monseigneur Luysterman op. Ik heb toen ook kennis genomen van de commissie voor de behandeling van klachten van seksueel misbruik in de pastorale relatie. Ikzelf werd niet gecontacteerd door mevrouw Halsberghe over een melding van seksueel misbruik. Toen op 23 april 2010 het seksueel misbruik van Vangheluwe bekend werd, heb ik steeds expliciet doorverwezen naar de commissie-Adriaenssens. Bij het spijtige ontslag van die commissie als gevolg van de inbeslagname van alle dossiers door het parket, heb ik naar de federale magistraat en naar de politie doorverwezen.

Als antwoord op uw vraag op welke manier ik in het bisdom Gent de problematiek van het seksueel misbruik heb behandeld of nog behandel, leg ik u mijn handelwijze voor aan de hand van twee concrete voorbeelden.

Een pastoor werd in de jaren negentig van seksueel misbruik beschuldigd. Monseigneur Luysterman heeft de betrokken priester onmiddellijk preventief geschorst en liet hem opnemen in de psychiatrie.

In eerste aanleg werd het volgende vonnis uitgesproken. Ik citeer: "Opschorting van de uitspraak van veroordeling gedurende een termijn van vijf jaar, en dit onder de volgende voorwaarden: regelmatig contact houden met de probatieassistent en zijn of haar richtlijnen nauwkeurig volgen; in samenspraak met de

probatieassistent, en indien deze het noodzakelijk acht, een hulpprogramma volgen voor daders van seksuele misdrijven; elk contact met het slachtoffer en met zijn familie vermijden; elke situatie vermijden waarbij hij in het uitsluitend gezelschap zou komen van een minderjarige, met absoluut verbod in private situaties. En verklaart de beklagde ontzet uit de burgerrechten voor een periode van vijf jaar.”

Later oordeelde het hof van beroep echter dat de beklagde ten onrechte uit de burgerrechten werd ontzet.

Na voormelde periode van vijf jaar oordeelde de probatiecommissie dat de zaak dermate gunstig was geëvolueerd, zodat met eenparigheid werd beslist de probatieperiode af te sluiten.

Tijdens de probatieperiode werd de priester behandeld door een psychiater, die na behandeling oordeelde dat het werk in de parochie geen gevaar zou opleveren.

De commissie-Halsberghe oordeelde tijdens de probatieperiode dat de rechtbank hem de kansen om in de toekomst als priester te fungeren, niet wil ontnemen. Eerst moesten echter de door het vonnis gestelde voorwaarden worden geëerbiedigd.

Ondanks herhaaldelijk aandringen van de priester en zijn raadsheren werd hij niet eerder dan twee jaar na het afsluiten van de probatieperiode tot parochievicaris of onderpastoor benoemd. Daarbij werd hem opgelegd elke situatie te vermijden waarbij hij in het uitsluitend gezelschap van een minderjarige zou komen. Aan enkele personen ter plaatse werd gevraagd waakzaam op voormelde voorwaarde toe te zien.

Recent heb ik de betrokken priester op non-actief gezet. Het was immers niet langer mogelijk zijn taak als onderpastoor sereen uit te oefenen.

De vraag of er nog een taak kan zijn weggelegd voor personen die zich aan misbruik van minderjarigen schuldig maakten, rijst hier indringend, aangezien ik evenmin gewettigd ben een inbreuk te plegen op de rechten van de betrokkene.

Illustratief daarbij kan zijn het recente schrijven van de raadsman van die priester, die zegt dat hij desgevallend een procedure zal aanvatten, daar er schade is geleden.

Een tweede geval wil ik u voorleggen. In de jaren

90 werd een priester veroordeeld tot enkele jaren effectieve gevangenisstraf. Terwijl hij zijn straf uitzat, volgde hij een intensieve psychologische begeleiding. Vijf jaar na de veroordeling oordeelde de procureur des Konings dat er geen beletsel is om hem opnieuw te benoemen in een functie van onderpastoor als het risico van recidive ten zeerste wordt beperkt.

Desalniettemin oordeelde monseigneur Luysterman dat een benoeming als aalmoezenier in een rusthuis geschikt was. In die periode werd er geen melding gemaakt van klachten in verband met seksueel misbruik.

Op 7 juli 2010 schreef professor Adriaenssens mij een brief over die priester. Slachtoffers uit het verleden hadden zich tot de commissie gericht. De commissie heeft daarop de priester ontmoet en vroeg mij in een brief om de priester onmiddellijk te schorsen uit alle activiteiten wegens onethisch gedrag en dit tot verdere verduidelijking.

Professor Adriaenssens heeft dat dossier overgedragen aan de federale magistraat en ik heb die priester onmiddellijk preventief geschorst en stelde hem onmiddellijk op rust. Momenteel verblijft die priester in een instelling, waar hij wordt begeleid.

Mevrouw de voorzitter, dames en heren, het misbruik van minderjarigen is een misdaad, maar is ook een ziekte en een inbreuk op de menselijke integriteit. Slachtoffers hebben nood aan gerechtigheid, professionele hulp en pastorale begeleiding. Alle drie zijn noodzakelijk, maar ze zijn niet onderling verwisselbaar. De voor de misdaad opgelopen straf brengt niet automatisch genezing bij het slachtoffer en schenkt evenmin vergiffenis aan de dader, zoals omgekeerd vergiffenis de ziekte niet geneest en evenmin de gerechtigheid tegenover het slachtoffer vervangt. Zo vervangt de zorg voor het slachtoffer de straf voor de dader niet en kan ze nog minder het gedane kwaad vergeven.

Er dient daarom op drie fronten gewerkt te worden: misdaad verwijst naar het gerecht, ziekte naar professionele begeleiding, inbreuk op de menselijke integriteit is van de orde van het waardenbesef en van coherentie. In de behandeling van die misdrijven zoeken wij naar het evenwicht tussen recht en gerechtigheid en tussen rechtvaardigheid en begeleiding.

Wanneer slachtoffers van seksueel misbruik zich melden, komen verschillende verwachtingen naar boven: Justitie, zorg en pastorale. De waarheid

bepalen van een melding en van de gevolgen van de feiten komt toe aan de rechterlijke macht. Daarom pleit ik voor een onafhankelijk en laagdrempelig contactpunt van seksueel misbruik bij de overheid. Indien men zich alsnog richt tot de Kerk, pleit ik ervoor elk vermoeden van seksueel crimineel misbruik zelf te melden bij Justitie, eventueel met respect voor de vraag van mogelijke slachtoffers anoniem te blijven.

De begeleiding van slachtoffers van seksueel misbruik vereist de nodige professionaliteit, waarbij de centra voor algemeen welzijn een eerstelijns hulpverlening kunnen bieden. Slachtoffers die zich toch met hun nood tot de Kerk willen richten, moeten daartoe de kans krijgen. Zij hebben immers ook recht op pastorale heling. Het is aan de Kerk ervoor te zorgen dat daarvoor de gepaste wegen en de noodzakelijke ondersteuning wordt geboden.

Zoals het burgerlijk recht, voorziet ook het kerkelijk recht in bijzondere procedures voor de aanpak van zware delicten, zoals het seksueel misbruik van personen in een pastorale relatie. Het kerkelijk recht staat het burgerlijk recht niet in de weg. Het gaat hier uitsluitend om maatregelen die binnen de Kerk kunnen worden genomen betreffende daders en de gevolgen van hun handelingen. Ieder priester, religieus of leek, in een pastorale relatie moet weten dat elk misbruik van die relatie ook zal worden gesanctioneerd volgens de regels van het kerkelijk recht.

Daarom wens ik u het volgende te zeggen. Preventief wens ik mensen in een pastorale dienst professioneel te laten vormen en begeleiden. Ik wil een psychologische screening van de kandidaat-seminaristen. Ik wil dat in het seminarie verhoogde aandacht geschonken wordt aan de begeleiding van de seminaristen. Ik wil een duidelijke handelingsrichtlijn en een gedragscode voor mensen die actief zijn in een pastorale context in voege doen treden.

Mevrouw de voorzitter, dames en heren, de Kerk wordt terecht aangesproken op haar transparantie en haar geloofwaardigheid. De Kerk wordt geconfronteerd met ernstige criminele feiten die diepe wonden slaan. De Kerk wordt hierbij verwezen naar de kern van haar opdracht. Dat is getuigen van een boodschap van hoop in alle nederigheid en sereniteit. Ze staat daarbij wel op het snijpunt tussen barmhartigheid en rechtvaardigheid, tussen verzoening en recht. De slachtoffers en de samenleving hebben immers recht op een Kerk die zich laat leiden door de waarheid en door het recht op een integraal leven.

Mevrouw de voorzitter, dames en heren, dat was mijn inleiding.

La **présidente**: Dank u, monseigneur Van Looy. Je pense que ça a bien fonctionné.

Nous allons commencer par deux questions par parlementaire. Pour la suite, vous voyez comment nous avons fonctionné. Cela permet d'aller au fond de certains dossiers.

Renaat Landuyt: Monseigneur, ik wil ingaan op de concrete voorbeelden die u hebt geschetst, waar u uiteindelijk van de pastoor een herplaatsing hebt doorgevoerd of meegemaakt, met anderzijds een op rust stellen.

Er is de strafrechtelijke kant, de maatschappij veroordeelt deze mensen en geeft ze probatie, en er is de kerkelijke kant, waar u zegt wat u gedaan hebt. Betekent dit dat de richtlijn van 2000-2001 van de heer Ratzinger, de huidige paus, waarbij men het moet melden als het ernstig is, niet heeft geleid tot een beslissing van de Congregatie van de Verdediging van het Geloof of in ieder geval niet heeft geleid tot het schrappen van het priesterschap?

Dat brengt mij bij mijn tweede vraag, die in mijn ogen fundamenteel is. U zegt terecht dat u een screening wil doen zodat u zeker bent dat geen enkele pedofiel priester wordt. Waarom blijven veroordeelde pedofielen dan priester?

Carina Van Cauter: Mevrouw de voorzitter, ik ga dezelfde twee vragen stellen als ik heb gesteld aan de vorige spreker.

Met betrekking tot de vergoeding van de slachtoffers, ik heb u horen zeggen dat het vaststellen van de schuld een werk is voor Justitie, dat er aandacht moet zijn voor zorg en dat er ook pastoraal een antwoord moet geboden worden aan het slachtoffer.

Wat gebeurt er met de schade? Bent u als bisschop en als kerkelijke overste bereid om daarin verantwoordelijkheid te nemen? Bent u bereid om, wanneer de schuld vaststaat – niet alleen vastgesteld door Justitie, maar het kan ook zijn dat een priester schuld bekent en de feiten toegeeft – ervoor te zorgen dat aan de slachtoffers toekomt waarop zij recht hebben, met name een gepaste en begrote schadevergoeding, om eventueel stappen te zetten dat dit in der minne kan gebeuren, op een objectieve manier, wat aanleiding kan geven tot dading?

Is men dan ook bereid om vanuit de Kerk de nodige solidariteit op te brengen om in die gevallen waar de priester in kwestie, priesterdader, niet in staat is het slachtoffer te vergoeden, verantwoordelijkheid op te nemen?

Een tweede zaak betreft de samenwerking met Justitie. U zegt dat wanneer er feiten moeten worden onderzocht en wanneer het gaat om het strafrechtelijk aspect van deze problematiek, dit uitsluitend toekomt aan Justitie, dus geen parallelle justitie. Ik sta daar volledig achter.

Wat was uw standpunt met betrekking tot de inbeslagname van de dossiers van de commissie-Adriaenssens door Justitie? Immers, Justitie kon precies op die manier zijn werk doen. Het beeld dat wij hebben gekregen, is dat de bisschoppen zich verzetten tegen de inbeslagname en Justitie die zijn werk zou doen omdat er een eerst een triage moest gebeuren, of om wat voor redenen dan ook. Men had de indruk dat de bisschoppen een en ander verborgen wilden houden zodat Justitie zijn werk niet zou kunnen doen. Wat is uw standpunt ter zake?

Sophie De Wit: Mevrouw de voorzitter, ik heb een vraag voor monseigneur Van Looy.

U zei daarnet dat u sinds de commissie-Adriaenssens systematisch hebt doorverwezen. U maakt melding van twee gevallen die al uit het verleden komen.

Zoals u weet, zijn er hier nog getuigen geweest en wij worden in kennis gesteld van feiten, wij krijgen brieven en mails. Er werd ons ook meegedeeld dat u nog niet zo lang geleden, in april 2010, via de werkgroep in kennis moet zijn gesteld van nog mensen die zeggen dat er bij hen ook iets aan de hand is, maar dat zij om privacyredenen geen andere weg durven te nemen. Klopt dat? Wat hebt u daarmee dan gedaan? Hebt u hen dan ook doorgestuurd naar de commissie-Adriaenssens?

Stefaan Van Hecke: Monseigneur Van Looy, op mijn beurt wil ik u danken voor uw uiteenzetting.

U hebt meteen al een aantal voorstellen geformuleerd. Ik denk dat het goed is dat er ook vanuit de Kerk voorstellen en suggesties komen. U spreekt over onthaalpunten, over het zelf melden aan Justitie en over preventieve maatregelen die kunnen worden genomen. Dit zijn volgens mij allemaal heel goede voorstellen.

Mijn concrete vraag wat dat betreft, is de volgende. U formuleert deze voorstellen, maar

handelt u al op die manier in uw bisdom?

Wij hebben geleerd dat een bisschop eigenlijk almachtig is, de grote baas in zijn bisdom, en een grote autonomie heeft. Doet u die screening dan zelf al? Dat kunt u wellicht al doen. Meldt u zelf al automatisch feiten die u kent bij Justitie? Of betreft het voorstellen die u nu zult doen aan de bisschoppenconferentie om te bespreken met uw collega's?

Welk beleid moet er eigenlijk worden gevoerd? Wij horen heel veel verschillende verhalen, van elk bisdom een apart beleid. Ik denk dat er nood is aan één beleid en ik denk dat dat ook is wat u ons probeert voor te stellen. Maar hebt u dan bijvoorbeeld ook contacten gehad met collega's in het buitenland die met dezelfde problemen werden geconfronteerd – Ierland, Nederland, Oostenrijk – om te kijken hoe zij het aanpakken en wat u daaruit kunt leren? Dat is mijn eerste vraag wat uw voorstellen betreft.

Een tweede vraag die ik ook aan uw collega's heb gesteld, is de volgende. Hebt u, sinds u bisschop bent, contacten gehad met procureur des Konings, procureurs-generaal, onderzoeksrechters, magistraten van de zetel over concrete dossiers van pedofilie in de pastorale relatie? Zo ja, welke contacten zijn dat en waarover is dan gesproken?

Marie-Christine Marghem: Monseigneur Van Looy, vous avez succédé à Mgr Luysterman dans le diocèse de Gand. Mgr Luysterman, que nous avons déjà entendu, était le référent depuis les années 2000 en matière d'abus sexuels au sein de l'Église. Il vous a transmis ses archives, il vous a transmis sa connaissance des dossiers. Il nous a dit que tout ce qu'il pouvait régler lui-même au sein du diocèse, il le faisait, et que ce qu'il estimait ne pas pouvoir régler lui-même, il l'envoyait à la commission. Si vous avez vécu dans le diocèse de Gand avant de devenir évêque, vous connaissez les pratiques du diocèse.

Pourriez-vous nous dire si vous êtes au courant du nombre de cas traités sur toute la période de référence prise en compte par la commission Adriaenssens, depuis les années '50 jusqu'à ce jour, au sein du diocèse de Gand? Combien de cas ont-ils été traités au sein du diocèse? Combien de cas ont-ils été envoyés à la commission Adriaenssens? Vous a-t-on envoyé des cas de la commission Adriaenssens?

Connaissez-vous les tenants et aboutissants de l'histoire qui a mené au déchargement de la

mission de Mme Halsberghe, qui était présidente de la première commission? Connaissez-vous la façon dont les choses se sont passées?

Mgr Luysterman nous a dit qu'il connaissait très bien Mme Halsberghe, qu'il avait des contacts très fréquents avec elle. Vous a-t-il raconté ou savez-vous comment les choses se sont faites? Car cette commission avait abordé le volet indemnisation qui nous intéresse beaucoup, puis plus du tout. Ensuite, M. Adriaenssens a centré les choses sur la thérapie.

Siegfried Bracke: Ik zou u meer details willen vragen, uiteraard met respect voor de anonimiteit van de betrokkenen. U hebt twee concrete gevallen genoemd. Helemaal aan het einde bij dat eerste geval maakte u melding van een brief die u had gekregen van de raadsman van een van de betrokkenen. U hebt iets gezegd in de aard van "ik kan geen inbreuk maken op de rechten van het individu". Vanzelfsprekend zal de advocaat u daarop aanspreken. Ik zou willen weten wat hij van u vraagt. Vraagt hij geld, inkomen, een benoeming?

Ten tweede, voelt u zich daar op een of andere manier door aangesproken? Dat wil zeggen, bent u effectief op dat punt verantwoordelijk? De relatie tussen een parochiepriester in dit geval en de bisschop is immers, zoals we intussen hebben geleerd, soms een vrij gecompliceerde materie, in die zin dat er geen verantwoordelijkheid bestaat in een aantal verbanden maar in een aantal andere wel. Ik zou daar dus nader op willen ingaan.

Voor mijn tweede vraag wil ik gebruikmaken van het feit dat ik weet dat u ook lange tijd in het Verre Oosten actief bent geweest, vanzelfsprekend ook als priester, als scheutist. Die context is natuurlijk ontzettend verschillend van de onze. Hebt u daar ooit, al was het maar van horen zeggen, weet gekregen van gevallen van misbruik binnen het kerkelijk verband?

Raf Terwingen: Monseigneur, een eerste vraag houdt verband met uw pleidooi om een laagdrempelig justitieel meldpunt te creëren. Dat is een heel goede suggestie. De zaak is echter – dat was ook het verhaal van uw verschillende collega's die hier gepasseerd zijn – dat de slachtoffers een bepaalde vertrouwensfeer vragen. Daarom komen ze naar de Kerk, omdat ze net de justitiële stap niet durven zetten gelet op dat vertrouwen. Ik zie daar ergens een soort raakvlak, waar toch naar gekeken moet worden. Ik ben helemaal voorstander van een laagdrempelig justitieel meldpunt, voor alle duidelijkheid, maar

waar moeten die mensen terecht als ze toch kiezen voor een meer vertrouwelijke manier van doen? Blijkbaar spraken ze daarvoor in het verleden de kerkelijke leiders aan. Hoe ziet u dat verder? Welke rol kan daar worden gespeeld?

De commissieleden merken op dat er verweten wordt aan de Kerk dat men het eigen kerkelijke recht heeft en dat daar een verwevenheid is met het profane recht, waarmee wij voorzichtig moeten zijn. Dat is zowat de stelling hier in de commissie. Dat is ook zo. Men zegt dan dat dat uit mekaar moet worden getrokken. Zodra uw collega's getuigen dat ze eerst de burgerrechtelijke uitspraken afwachten vooraleer een standpunt in te nemen, wordt dat vaak omschreven als kil en koud. Ik begrijp dat ook, omdat men, hoewel men zegt dat er een duidelijke scheiding moet zijn tussen het kerkelijk recht en het profane recht, van de Kerk op dat ogenblik dan toch iets meer verwacht. Voelt u dat aan als een soort dilemma, waar men uit moet geraken? Hoe voelt u het spanningsveld tussen het kerkelijk recht en het burgerlijk recht aan?

La présidente: Vous avez cité le cas d'un prêtre qui avait été condamné dans les années 90. Une peine lui a été infligée. Plus tard, votre prédécesseur a décidé qu'il pouvait exercer une fonction bien précise dans le respect de certaines conditions. C'est ainsi qu'il est devenu vicaire. Par la suite, vous avez reçu une lettre de M. Adriaenssens dans laquelle il demandait la suspension immédiate de l'intéressé pour cause de comportement dépourvu d'éthique, si j'ai bien compris.

Une décision de justice a donc été prise. Je ne sais pas si l'Église a demandé que l'intéressé suive un traitement thérapeutique. Mais le prêtre abuseur a-t-il fait l'objet d'un regard particulier de l'Église? Avez-vous été étonné en recevant ce courrier quelque peu surprenant de M. Adriaenssens? Je rappelle qu'après avoir purgé sa peine, l'intéressé a occupé un nouveau poste. Et c'est alors que vous recevez une lettre de M. Adriaenssens vous demandant de l'écarter, suite à quoi, si j'ai bien compris, vous l'avez suspendu. Cela dit, avez-vous eu un regard particulier sur cette personne qui avait été condamnée pour abus sexuels sur mineurs?

Par ailleurs, par rapport à ces évêques référents, avez-vous eu des discussions soutenues concernant la gestion des prêtres abuseurs et les victimes?

À travers mes questions, je tente de comprendre

le rôle de chacun, la façon dont vous vous organisez, consciente du fait que vous avez toute autorité dans votre diocèse.

Luc Van Looy: Ik zou een voor een kunnen antwoorden als u dat wil.

De eerste vraag ging over de richtlijnen van de Kerk en of ik daarover een beslissing heb genomen. De twee gevallen die ik u heb voorgelegd, zijn door mij nu in behandeling. Ik hou mij daar sinds kort mee bezig. Die twee gevallen dateren van de jaren negentig en zijn toen niet naar Rome doorgestuurd. De beslissing om naar Rome door te sturen, is gevallen in 2001. Zelf heb ik die dossiers pas sinds kort in handen. Ik kan u garanderen dat het mijn bedoeling is om die twee dossiers in Rome voor te leggen.

Er was een vraag over de screening van de seminaries en het feit dat er toch veroordeelde pedofiele priester blijven. Wellicht zijn wij ons nu veel meer dan vroeger bewust van de noodzaak van een screening in verband met pedofilie. Er is een groeiproces in het bewustzijn van de Kerk, de seminaries en de priesters. Wij hebben altijd een psychologische screening van seminaristen gedaan. Dat is traditie. Of er in de screenings vroeger specifiek aandacht werd besteed aan het thema pedofilie, vermoed ik niet. Ik weet het niet.

Er was een vraag over de vergoeding. Het systeem dat wij nu...

Renaat Landuyt: Voor u afstapt van die vraag, ik deel uw mening dat men een screening moet doen om er zeker van te zijn dat een pedofiel geen priester wordt. Deelt u de mening dat een priester die veroordeeld is voor pedofilie, geen priester kan blijven?

Luc Van Looy: Dat is een vraag die wij zullen moeten bespreken. Als een dossier bijvoorbeeld bij Justitie komt, zullen wij horen wat Justitie daarover zegt. Wanneer wij het dossier naar Rome sturen, zullen wij ook horen wat Rome daarover zegt. Wij willen ons houden aan de twee sancties.

Renaat Landuyt: Ik stel de vraag principieel. Acht u de hypothese mogelijk dat een priester die voor pedofilie is veroordeeld, priester kan blijven?

Luc Van Looy: Ik zou zeggen ja. Ik acht het niet mogelijk dat iemand die voor pedofilie is veroordeeld... Wij zitten natuurlijk wel in een moeilijk proces. Bijvoorbeeld, zijn alle gevallen die nu bekend zijn geworden, gevallen van pedofilie?

Zijn dat pedofiele priesters? Het is niet heel eenvoudig dat uit te maken. Als ik, na onderzoek door onder meer de psychiaters, een duidelijk signaal krijg dat iemand een pedofiel is, zou ik die niet in pastorale taken benoemen.

Renaat Landuyt: Mag het nog preciezer zijn? Als een politiemans in zijn bewakingsfunctie seksueel misbruik maakt van zijn macht, is er een tuchtprocedure om hem af te zetten. Als een priester seksueel misbruik heeft gepleegd – neem mij niet op het woord pedofiel – en is veroordeeld, acht u de hypothese nog mogelijk dat hij priester blijft?

Luc Van Looy: In mijn voorbeeld heb ik mij gesteund op het oordeel gegeven door de rechter en de psychiater. In de twee gevallen hebben zij gezegd dat die persoon opnieuw in een priestertaak mag worden benoemd, met bepaalde reserves. Dat heb ik daarmee gedaan.

Renaat Landuyt : In alle bescheidenheid, mijn advies of het advies van de rechter zouden niet mogen meespelen. Aanvaardt de katholieke Kerk als instelling dat iemand die seksueel misbruik heeft gepleegd, priester kan blijven?

Luc Van Looy: Eigenlijk niet. Het zou niet mogen. Mijn advies is om hem af te zetten na het onderzoek over de ernst van de zaak en na het onderzoek in Rome.

Renaat Landuyt: Dat betekent dat er in de toekomst bij u geen overplaatsingen meer zullen gebeuren maar dat er anders zal opgetreden worden.

Luc Van Looy: Voor zover ik weet is bij ons nooit iemand overgeplaatst van een parochie naar een andere omwille van een seksueel misdrijf.

La présidente: Je vous entendez bien maintenant. La personne dont vous vous êtes fait l'écho a été condamnée pour abus sexuels. Votre prédécesseur, ce n'est pas vous, même avec une condamnation pénale, n'a pas trouvé nécessaire d'envoyer le dossier à Rome. L'abuseur a été condamné mais il reste là. Vous dites qu'il ne peut pas être déplacé mais ce fut le cas. Il est vicaire et même là, il risque d'être un danger. Du moins, c'est ce que dit M. Adriaenssens. C'est une gestion récente: on est dans les années 1990, dans les années 2000. Des faits se sont produits à cette époque.

La question est la suivante: n'y aura-t-il plus jamais cette possibilité? La différence de

traitement pour les prêtres qui rompent le célibat et qui sont d'office renvoyés à Rome et les prêtres abuseurs sexuels qui eux peuvent rester au sein de l'Église interpelle notre commission. D'un côté, ce sont des crimes reconnus par la Justice, par un État, et il s'agit donc de criminels et d'un autre côté, sans relancer la discussion sur le célibat – ce n'est pas à moi de la mener et je ne le ferai pas. Mais c'est cette gestion très différente qui nous paraît saisissante. M. Landuyt veut savoir si cette manière de gérer les choses aura encore cours. Si demain vous aviez écho d'un cas, en âme et conscience, que feriez-vous, quelle que soit la décision de la justice?

Luc Van Looy: Zou het niet zo zijn dat wij ons inderdaad moeten baseren op wat Justitie ons voorstelt en op wat onderzoeken van psychologische aard ons suggereren en op wat Rome ons voorstelt. Wij zijn niet Justitie. Wij zijn geen bureau in Rome. Is dat niet de positie, die wij moeten innemen?

Renaat Landuyt: Wij hebben niets te zeggen over uw positie, maar wat ons bezorgd maakt, is het beschermingsmechanisme van een soort tolerantiesfeer tegenover dergelijke wrede feiten. Het is niet de rechter, het is niet ikzelf, maar het is de Kerk, die de vraag moeten stellen welk signaal aan de buitenwereld en aan slachtoffers wordt gegeven als een priester die voor seksueel misbruik wordt veroordeeld, priester mag blijven. Is dat de realiteit van de katholieke Kerk? Stelt u zich echt nog de vraag, als iemand seksueel misbruik heeft gepleegd, of hij nog priester kan blijven. De aarzeling bij die vraag alleen al is een vaststelling die ik doe.

Sophie De Wit: Het sluit er helemaal bij aan, wij zijn hier maar bezig over de priester die is veroordeeld, maar wij weten ondertussen heel goed dat heel weinig zaken Justitie halen, waarvan er wel bekentenissen voorliggen, maar wat dan strafrechtelijk verjaard is. Uiteindelijk blijven de feiten dezelfde, dat heeft men ook toegegeven, of er een veroordeling is, is op zich dan nog niet eens relevant. Het zou niet mogen afhangen van een veroordeling om de beslissing te nemen om de betrokkene af te zetten of om te adviseren om hem af te zetten, ik zal het zo zeggen. Het zou dus ruimer moeten gaan. U spreekt steeds over als Justitie, als de deskundige, als er een veroordeling is, maar gaat het niet ruimer dan dat? Als u weet hebt van een bekentenis, zou dat dan ook niet dezelfde richtlijn moeten zijn.

Stefaan Van Hecke: Het gaat over hetzelfde punt

als dat van de heer Landuyt. Wij kunnen misschien de vergelijking maken met ordes. Stel dat een arts een zware medische fout maakt, daarvoor wordt veroordeeld door de rechtbank, maar de rechtbank zegt niet dat die arts moet stoppen met arts te zijn, dan kan de Orde van Geneesheren wel beslissen om te zeggen dat men vindt dat het niet meer kan en dat men vindt dat die persoon zijn beroep niet meer mag uitoefenen.

Dat is de vergelijking die wij moeten maken. De rechtbank zal misschien oordelen dat er geen permanent gevaar meer is, maar dan is het uw verantwoordelijkheid om te oordelen of de persoon nog kan functioneren binnen uw beroep. Dat is het onderscheid dat wij moeten maken en daarover zou ik ook graag uw mening kennen. Het staat dus los van wat Justitie zegt.

Luc Van Looy: Ik kan u alleen maar vertellen wat wij totnogtoe hebben gedaan. Wij hebben ons gebaseerd op het oordeel van Justitie, op het proces dat Justitie heeft voorgelegd en dat is gevolgd en dus op het eindoordeel van Justitie en van de psychiater.

Kunnen wij zelf een autonome beslissing daarin nemen? Ik zeg ja, wij kunnen daarin een autonome beslissing nemen. Ik heb echter nog een probleem. Wie moet er oordelen over de graviteit van een misdrijf? Ik kan dat doen, maar is het niet beter dat de bevoegde instantie daarover oordeelt? Dat is een beetje mijn positie daarin.

Er zijn er weinig zaken die Justitie halen, die bij Justitie terecht komen. Er is daarover ook een vraag geweest van het meldpunt bij Justitie. Het zou een interessant gebeuren zijn dat, niet alleen binnen de Kerk maar in een ruimere context, slachtoffers met vertrouwen naar een meldpunt of naar Justitie kunnen gaan. Dat zou een stap vooruit zijn in ons maatschappelijk systeem, als men zoveel vertrouwen zou hebben in Justitie dat men daar ook in vertrouwen heen zou kunnen gaan.

Hetgeen ik u vertel, is hetgeen wij totnogtoe gedaan hebben. Ik luister ook naar uw bezorgdheden en voorstellen.

La présidente: Nous espérons que chaque victime aura demain confiance en la Justice, c'est notre objectif. Nous savons qu'il y a beaucoup de prêtres dont les affaires sont prescrites mais qui sont identifiés par l'Église, via M. Adriaenssens. La Justice ne pourra plus jamais rien faire mais ces prêtres ne sont pas tous pensionnés. Les

autorités ecclésiastiques ne devraient-elles pas entamer des procédures à l'égard de l'ensemble de ces prêtres? Tous les prêtres identifiés par M. Adriaenssens sont en aveux, je ne parle même pas de rumeurs. Il nous l'a dit en commission. On attend peut-être la justice mais on sait qu'elle ne peut plus rien faire.

L'Église sait qu'il s'agit des siens, de son personnel qui a commis ces crimes. Quelle réaction peut-on attendre? Il y a la problématique de l'indemnisation et celle de votre droit ou des décisions que vous pouvez prendre par rapport à des prêtres en aveux, dont les affaires sont souvent prescrites.

Luc Van Looy: Als wij van een misdrijf of van een situatie van een priester kennismaken, gaan wij een gesprek aan met die priester. Dat is een heel belangrijk aspect. Waar het nodig of nuttig is, zal aan die priester een begeleiding worden voorgesteld of opgelegd. Indien het gaat om zware misdrijven, hebben wij de gewoonte dit te behandelen met Justitie.

De eerste stap is een gesprek met de priester, hem op zijn verantwoordelijkheden wijzen en, indien nodig, begeleiding geven, verzorgen. Als het om zware misdrijven gaat, gaan wij naar Justitie. Dat is het systeem dat wij tot nu toe hebben gehanteerd.

Marie-Christine Marghem: Comment vous rendez-vous compte que c'est utile ?

Luc Van Looy: Vous voulez savoir si ce qu'on a fait en dialogue avec ce prêtre est utile ou non?

La **présidente:** Non. Vous dites: si c'est utile, on va vers la justice mais en même temps, peut-être que les faits sont prescrits. Mais si c'est utile, c'est en fonction de quoi? Si le prêtre a commis tel ou tel acte? Je ne comprends pas ce que cette expression signifie pour vous, quels sont les critères pour porter l'affaire devant la justice ou pas, qu'est-ce qui fait que vous dénoncez les faits ou pas?

Luc Van Looy: Bij ons gaat het eigenlijk als volgt.

Wij zouden liever niet over de zwaarte van de feiten beslissen. Wij zouden het dossier liever zo vlug mogelijk en zo laagdrempelig mogelijk aan Justitie doorgeven. Dat is tot nu toe onze tactiek geweest.

Renaat Landuyt: Ik probeer toch nog even mijn punt te verduidelijken.

Wij zoeken de mechanismen die ervoor zorgen dat vele slachtoffers, die zeer gelovige mensen lijken te zijn, zo verkrampd met hun probleem blijven zitten. Wij zien ook dat door maatregelen in het verleden van de katholieke Kerk het probleem zich zelfs verplaatste samen met de dader. De feiten herhaalden zich.

Daarom stel ik de volgende, in mijn ogen fundamentele vraag aan de katholieke Kerk of aan minstens een gezagvoerder binnen de katholieke Kerk. Is de katholieke Kerk een kerk die priesters, zijnde leiders van een geloofsgemeenschap, onder haar rangen blijft houden, ook wanneer zij seksueel misbruik hebben gepleegd?

Alleen de zwaarte van de straf zou volgens mij uw zorg niet mogen zijn; de aard en de details van de feiten iets meer.

Ik vraag u om in uw evaluatie het volgende mee te nemen. Het signaal dat u aan uw gelovigen geeft, is: onze leiders hebben eventueel seksueel misbruik gepleegd. U aanvaardt ze immers nog in uw rangen.

Dat is de fundamentele vraag die ik stel.

Marie-Christine Marghem: Pour préciser toujours sur ce point qui est quand même fondamental, quand vous dites qui doit juger de la gravité d'un crime: là, c'est comme si vous disiez: "Là, il y a un crime et nous devons savoir s'il est plus grave ou moins grave." En fonction de son degré de gravité, nous l'envoyons ou non à la justice. Tout cela a été dit. Je voudrais simplement attirer votre attention sur le fait que nous comprenons, à travers tout ce que nous entendons depuis plusieurs semaines, que la justice pourrait être un paravent idéal pour ne rien faire. Attendre que la victime fasse le pas pour enclencher le processus judiciaire ou de tomber sur un responsable ecclésiastique plus actif qui dénonce les faits – ce qui est plus rare – alors que nous avons, sur 475 dossiers de la commission Adriaenssens, des aveux! Et dans les aveux et dans les témoignages de victimes, les faits sont étalés dans le temps! Les faits sont là et celui qui les a commis ou qui est suspecté de les avoir commis ou identifié comme tel avoue l'avoir fait!

Il ne faut pas confondre la qualification pénale en droit étatique et la déontologie. Vous avez une déontologie au sein de votre organisation: ces faits-là ne sont pas admis. Cela ne se fait pas du tout puisqu'il y a même en droit canon des prescriptions qui permettent de poursuivre. La

question posée par notre collègue Renaat Landuyt est donc très claire.

Sur le plan de la déontologie – il ne s'agit pas de parler de la justice –, quelle est votre position? Nous trouvons qu'elle est passive, molle ou totalement inefficace. On voudrait donc vous demander si après tout ce que vous nous avez dit faire dans tel cas ou tel autre – ce qui paraît très volontariste –, pourquoi n'y a-t-il pas un jugement interne à l'Église qui interdit à la personne d'être prêtre? En effet, on se rend bien compte qu'il y a des récidives. Vous le dites vous-même.

Je ne dois pas vous rappeler la parole de l'Évangile qui dit "Laissez venir à moi les petits enfants" mais je suis obligée de le faire! Il y a une contradiction terrible entre cette parole de l'Évangile et la déontologie telle que vous l'envisagez aujourd'hui.

Carina Van Cauter: Aansluitend bij de gestelde vragen: ik heb het gevoel dat de monseigneur, tenzij ik mij vergis, eigenlijk niet goed weet wat seksueel misbruik precies is, dat er verschillende kwalificaties zijn en dat aanranding van de eerbaarheid bijvoorbeeld ook seksueel misbruik is.

De bisschoppenconferentie heeft zich laten adviseren over allerlei zaken, over hoe men zijn verantwoordelijkheid moest ontlopen. Wat ik nu hoor is precies of u een onderscheid maakt binnen seksueel misbruik om zelf te gaan oordelen of een priester nog op een geloofwaardige manier opnieuw benoemd kan worden als pastoor.

De onderpastoor in de gemeente die wij allebei kennen en daar opnieuw werd benoemd. Vond u dat u op dat moment – ook al was er strafrechtelijk een strafeinde en was de straf ondergaan –, dat u niet het initiatief moest nemen om het dossier ten minste aan te kaarten in Rome of ten minste zelf niet meer die verantwoordelijkheid te willen nemen en vast te stellen dat iemand niet meer de geloofwaardigheid had om daar, in die parochie, als pastoor en vertegenwoordiger van de Kerk opnieuw te worden benoemd, met alle mogelijke risico's van dien? Dat is eigenlijk de precieze vraag.

Of vindt u dat er een onderscheid moet worden gemaakt tussen de verschillende kwalificaties – er zijn er vier, zoals u wellicht weet – in seksueel misbruik? Komen bepaalde gevallen, ja of neen, nog in aanmerking voor opnieuw herstellen in en benoemen als pastoor of onderpastoor?

Stefaan Van Hecke: Monseigneur Van Looy, zoals Renaat Landuyt zegt, denk ik dat de maatschappij en de slachtoffers er vooral bezorgd over zijn dat een priester die zich schuldig heeft gemaakt aan dergelijke feiten, dat niet meer opnieuw kan doen. Wat wij vaak horen, is dat priesters zijn overgeplaatst.

U hebt daarnet gezegd dat in uw bisdom nooit iemand is overgeplaatst omwille van een seksueel misdrijf.

Luc Van Looy: Voor zover mijn kennis gaat.

Stefaan Van Hecke: Maar wat bedoelt u daar dan mee? Bedoelt u dat er nooit iemand is overgeplaatst die werd veroordeeld door een rechtbank voor seksueel misbruik, enkel dat?

Vaak komen er ook gewoon wat klachten, geruchten binnen. Er is dan ergens iets fout met een priester. In het verleden was het toch wel de gewoonte dat zo'n priester werd overgeplaatst naar een andere parochie om de gemoederen te bedaren.

Als u zegt dat u niemand hebt overgeplaatst omwille van een seksueel misdrijf, bedoelt u dan niemand die veroordeeld is, of ook niemand voor wie er dergelijke indicaties zijn?

De **voorzitter:** Monseigneur, u heeft het woord.

Luc Van Looy: Om met dit laatste te beginnen. Het is mij niet bekend en ik heb daarover ook monseigneur Luysterman bevraagd – dat er priesters van een parochie naar een andere overgeplaatst zijn omwille van feiten van seksueel misbruik. Het geval dat ik heb vorgelegd, was een geval van iemand die is geschorst, de procedure volledig heeft afgewerkt en daarna niet elders is benoemd maar met de toelating van al de onderzoeken die er geweest zijn opnieuw een pastorale taak is gegeven, onder toezicht. Voor zover ik weet en voor zover ik heb nagevraagd, zijn er geen gevallen van gewone verplaatsing van mensen omdat juist daar het probleem van recidive heel concreet is. Dat heb ik dus niet meegemaakt.

Dan uw vraag over qualification pénale en de déontologie. Dat is een heel belangrijk onderscheid dat wij in de toekomst veel meer moeten maken. Ik heb u verteld dat bij het beperkt aantal gevallen die ik heb meegemaakt wij ons hebben gesteund op de oordelen van de Justitie en de psychiatrie. Het zal voor mij in de toekomst

zeker een taak zijn om ook meer rekening te houden met de deontologie.

De **voorzitter**: Dank u wel. Er zijn ook nog andere vragen.

Luc Van Looy: Er was een vraag over de schadevergoeding. Het principe dat wij in dat verband huldigen, is ook weer dat wij voor schadevergoeding luisteren naar wat het gerecht ons opdraagt. Er is een oordeel geveld. Het gerecht bepaalt de schadevergoeding. Dan komt het toe aan de dader. Wanneer de dader of zijn omgeving niet bij machte is om de schadevergoeding te betalen, is het aan ons om met de dader te zoeken naar de mogelijkheid om een solidariteitsprincipe in te stellen en uit solidariteit mee te werken met de dader om de schadevergoeding te kunnen betalen. Dat is de houding die wij daarin hebben aangenomen.

Voorzitter: Stefaan Van Hecke.

Président: Stefaan Van Hecke.

Carina Van Cauter: Monseigneur, ik begrijp dat, als Justitie werd aangesproken, zij desgevallend een vonnis zal vellen. Dat vonnis moet dan worden uitgevoerd, eerst door de dader en eventueel nemen jullie daarna de verplichting vanuit een solidariteitshouding op?

Luc Van Looy: Ik weet niet of het een solidariteitsfonds is.

Carina Van Cauter: Neen, solidariteitshouding.

Monseigneur, meent u dat in de gevallen waar de dader bekent, het slachtoffer hoe dan ook moet worden vergoed? Ik maak weer de vergelijking met het gemeenrecht. Als u met uw voertuig een paaltje aanrijdt, zult u misschien niet de verzekering en de politie verwittigen, maar zult u de schade vergoeden.

Ziet u een rol weggelegd voor de bisschoppenconferentie om wat dat betreft initiatieven te nemen en over te gaan tot een algemeen principe van vergoeding van schade?

Kan er ook niet op een structurele manier worden gezorgd voor een solidariteitsfonds, zodat kan worden tegemoetgekomen aan slachtoffers die met een onuitvoerbaar vonnis worden geconfronteerd, omdat er niet kan worden uitgevoerd wegens de ontoereikende middelen van de dader?

Ik heb bij voorgaande sprekers gehoord dat er een

solidariteitsfonds bestaat ten aanzien van priesters in nood, die niet meer in hun eigen levensonderhoud kunnen voorzien. Ik neem dat daaronder ook de daders vallen die niet meer kunnen worden herplaatst in een parochie en die zonder inkomen vallen. U neemt de kosten daarvan ten laste.

Zou het geen geste zijn om ook de kosten van de slachtoffers ten laste te nemen en na te denken over de oprichting van een dergelijk solidariteitsfonds? Is daar geen rol weggelegd voor u als bisschop bij de bisschoppenconferentie?

Luc Van Looy: Het is heel duidelijk dat, wanneer er een schadevergoeding wordt opgelegd, dit is omwille van de rechten van het slachtoffer. Dat is heel duidelijk. Of er nu op het niveau van de bisschoppenconferentie een solidariteitsfonds moet worden georganiseerd op een structurele manier is iets waarover gesproken is maar waarover nog geen beslissing is genomen. Dat is zeker iets dat wij in beschouwing kunnen en zullen nemen. Het is inderdaad zo dat tegenover de slachtoffers de Kerk een verantwoordelijkheid wil opnemen, samen met de dader, in de zin van een solidariteitshouding.

Er was nog de vraag naar Justitie. Het ging over de inbeslagname van dossiers. Hoe staan wij daar tegenover? Er is geen enkel probleem om de documenten, die wij hebben, bij een officiële huiszoeking ten dienste te stellen. Ik denk dat dit duidelijk genoeg is geweest. De verrassing is geweest, niet naar de huiszoeking als zodanig, maar naar de manier waarop die is uitgevoerd. Ik denk dat het nog altijd aan Justitie is om deze klus te klaren. Wij hebben geen enkel probleem als feit tegen een huiszoeking die door Justitie wordt opgedragen en wordt uitgevoerd.

Voorzitter: Karine Lalieux.

Présidente: Karine Lalieux.

Het feit van de commissie-Adriaenssens. Wat heb ik gedaan met de klachten en brieven die na april nog werden toegestuurd? Zolang de commissie-Adriaenssens bestond, was het ons systeem dat wij klachten in verband met seksueel misbruik aan de commissie doorgaven. Wij wisten dat deze commissie een plan had om tegen het einde van dit jaar zijn totale dossier aan Justitie aan te bieden. Op welke manier wisten wij niet. Vanaf 23 april konden wij dus niets meer doorgeven aan de commissie-Adriaenssens.

Het gevolg is dat bepaalde dossiers, bepaalde brieven – veel van deze brieven zijn anoniem of

verwijzen naar feiten van vroeger die door de commissie-Adriaenssens al gehoord zijn – nu bij ons in bewaring zijn om ze eventueel verder te laten bestuderen wanneer heel deze situatie geklaard is.

Marie-Christine Marghem: En lien avec l'aspect que vous abordez, est-ce que vous avez une quantification de ces dossiers?

Si je comprends ce que vous me dites, du temps de l'évêque Luysterman, quelques dossiers ont été transmis à la commission Halsberghe. Vous êtes arrivé en 2007.

La commission Halsberghe a encore fonctionné jusqu'en 2009, si je me souviens bien. Ensuite, ce fut la commission Adriaenssens. Et, à partir de ce moment-là, vous avez transmis systématiquement, sans les traiter vous-même, les plaintes qui vous parvenaient.

Combien de plaintes votre prédécesseur a-t-il traitées dans son diocèse? Combien en a-t-il transmis à la commission Halsberghe? Et vous-même, combien en avez-vous transmis à la commission Adriaenssens?

Luc Van Looy: Het aantal klachten dat ik heb doorverwezen naar de commissie-Adriaenssens bedraagt vijf, in de periode van dit jaar. Voor zover ik ervan op de hoogte ben, heeft monseigneur Luysterman een vijftiental gevallen bewerkt.

La **présidente:** De toute façon, je rappelle à l'ensemble des membres que nous avons demandé tous les chiffres précisément et qu'ils doivent nous parvenir d'ici le 31 décembre. Donc, si ceux-ci ne sont pas exacts, il est clair que nous en recevrons avec tous les détails nécessaires.

Marie-Christine Marghem: Combien y a-t-il de plaintes qui n'ont pas été transmises parce que la commission Adriaenssens a cessé ses travaux à cause des perquisitions? Combien vous reste-t-il de plaintes que vous n'avez pas encore transmises ou que vous n'avez pas pu transmettre après que la commission a arrêté ses travaux?

Luc Van Looy: Je crois que j'en ai six. Ce sont six lettres de personnes, de temps en temps anonymes, que je n'ai pas pu donner à la commission parce qu'elle ne fonctionne plus.

La **présidente:** Six lettres de victimes?

Luc Van Looy: Ce sont six lettres sur des faits, pas nécessairement de victimes.

La **présidente:** Donc, vous ne savez pas si ce sont les victimes qui ont rédigé ces courriers. Je vous remercie.

Carina Van Cauter: Monseigneur, u spreekt over vijf, vijftien en zes dossiers die ofwel zijn overgemaakt aan de commissie, ofwel nog in uw bezit zijn omdat u op dit moment niet weet wat u ermee moet doen.

Hebt u bij de inleiding van uw betoog niet gezegd dat Justitie eigenlijk zou moeten oordelen of een feit al dan niet strafrechtelijk moet worden vervolgd of verjaard is, of er al dan niet gevolg aan moet worden gegeven?

Wat belet u om die dossiers vandaag door te geven? De klager kan anoniem zijn, maar de dader is misschien aangeduid. Ik neem aan dat u een dubbel hebt van die dossiers. Wat belet u om die vijf, vijftien en zes dossiers te bezorgen aan de parketmagistraat, zodanig dat die zijn werk kan doen?

Luc Van Looy: Het gaat eigenlijk alleen maar over de laatste brieven die ik heb gekregen.

Wat ik heb doorgegeven aan de commissie-Adriaenssens, bevindt zich nu in feite bij het parket.

Wat vroeger werd behandeld door monseigneur Luysterman, is bij het parket geweest.

Carina Van Cauter: Wat u betreft, mogen die vijftien dossiers daar blijven?

Luc Van Looy: Ik denk dat Justitie ook met die dossiers haar werk moet doen. Hoe zij dat nu moet doen, in het huidig kluwen, weet ik niet.

Om mijn antwoord te vervolledigen, de brieven die ik sindsdien, na de commissie-Adriaenssens, nog heb gekregen, daarvan zijn er eerst en vooral veel onduidelijk en anoniem. Maar eigenlijk zou ik die brieven nu aan Justitie moeten geven, ja. Daarmee ga ik volledig akkoord.

Carina Van Cauter: Ook de vijf dossiers die u eerder aan de commissie-Adriaenssens hebt overgemaakt?

Luc Van Looy: Ja.

Carina Van Cauter: Veronderstel dat zich daarbij een of meer dossiers bevinden die om een of andere juridisch-technische reden geblokkeerd

zijn, terwijl er mogelijkerwijze opnieuw slachtoffers worden gemaakt. Meent u niet dat u dan uw verantwoordelijkheid moet opnemen en die dossiers opnieuw, spontaan en rechtstreeks aan het parket moet bezorgen, zodat Justitie haar werk kan doen? Hebt u daar al over nagedacht? Misschien moet u dat eens doen.

Luc Van Looy: Met uw permissie, ik meen dat wij, wat de dossiers betreft die aan de commissie-Adriaenssens zijn overgemaakt, ons nu in een wachtende positie bevinden. Ik kan nu bijvoorbeeld niet met een dossier waarvan ik weet dat het via de commissie-Adriaenssens bij Justitie is terechtgekomen, via een alternatieve weg naar het gerecht stappen, dus met datzelfde dossier. Of moet ik dat wel doen? Het zou kunnen, maar ik zie mij in deze eerder in een wachtende positie.

Carina Van Cauter: Als u wacht, maakt u zich mogelijk schuldig aan verzuim om iemand in nood te helpen. Ik weet niet welke dossiers zich daar bevinden, maar, men moet toch het zekere voor het onzekere nemen.

Luc Van Looy: Dat is een vraag waarvan ik zeker en vast nota neem.

Sophie De Wit: Ik wil even terugkomen op die zogeheten anonieme brieven. Wanneer u zegt "anoniem," wil dat dan zeggen dat de aangevers of de slachtoffers anoniem zijn? Wordt er dan geen melding gemaakt van een bepaalde priester, of van een bepaalde religieuze, met een indicatie over wie het zou kunnen zijn? Daar kunt u toch veel verder mee gaan dan enkel te zeggen dat u die bewaart voor later?

Ik heb het niet over dossiers die zijn opgesteld door de commissie-Adriaenssens, maar u zegt dat u nadien nog andere dossiers hebt gekregen, anoniem. Daar zal toch wel ergens een indicatie zijn, ook als de afzender onbekend is. Als het van de werkgroep komt, is het helemaal eenvoudig, maar zelfs als de afzender niet gekend is, zal er toch een indicatie zijn over welke religieuze het gaat? Daar kunt u dan toch iets mee doen? U kunt ofwel zelf een onderzoek instellen, of u kunt het doorgeven aan Justitie. Maar het laten liggen...

Luc Van Looy: U weet ook dat sommige brieven anoniem zijn wat de schrijver betreft. Andere brieven gaan over een anonieme persoon. Die variëteit is er.

U vraagt of ik dan zelf het initiatief moet nemen met deze brieven naar Justitie te stappen? Wel, ik meen dat u mij een goede suggestie geeft. Op dit

moment bevinden wij ons in de situatie waarin zelfs u allen dit aan het onderzoeken bent. Wij zitten misschien wel in een situatie waarin wij zeggen dat wij even gaan kijken hoe het allemaal verloopt, en dan zullen wij verder gaan. Ik neem uw suggestie zeker mee.

Sophie De Wit: Het meldpunt bij Justitie is er. U kunt het net zo goed melden. Het telefoonnummer van mevrouw Pellens staat in de verslagen. U kunt daar perfect terecht. Eigenlijk is het heel eenvoudig, en het zou een oplossing kunnen bieden.

Marie-Christine Marghem: Brièvement. Vous partez du principe où l'existence de commissions au sein de l'Église vous permet de transmettre des dossiers que celles-ci - les commissions Halsberghe et Adriaenssens - vont "juger" et au sujet desquelles elles vont décider du sort du dossier: soit ne rien faire, soit transmettre à la Justice. C'est un point que nous examinerons plus tard avec tout le volet judiciaire de nos auditions.

Mais je suis tout à fait d'accord avec mes collègues Van Cauter et De Wit au sujet de ces six dernières plaintes qui vous sont arrivées. Bien sûr, elles peuvent vous paraître fantaisistes, mais il me semble qu'après tout ce qui se passe, vous auriez pu avoir le réflexe consistant à vouloir les transmettre à quelqu'un. S'il n'existait plus de commission, il restait à tout le moins le parquet fédéral. C'est une attitude très simple et le parquet se débrouille avec son expertise professionnelle pour identifier les auteurs - d'ailleurs, vous avez dit qu'ils étaient identifiés - et voir si oui ou non il y a matière.

Je suis donc étonnée. La Justice est un paravent, je le constate.

La présidente: Pour aller dans la suite des questions posées, il y a effectivement deux choses. D'abord, le principe de précaution: les faits sont dénoncés et, même s'il y a peut-être des fantaisistes, nous le savons, mais ce n'est ni à moi ni à vous à le déterminer. C'est clair. Il faut les porter à la connaissance de la Justice.

Par exemple, si j'ai bien compris, les évêques référents ne vous ont pas soutenu. Aurait-on pu imaginer qu'un évêque référent s'intéresse au droit pénal et voie ce qu'il convenait de faire avec tous ces nouveaux cas? Si j'ai bien compris, vous n'avez pas reçu de message de ce type de la part des évêques référents. Je ne parle pas d'ordres: on sait qu'il sont indépendants; je parle de message.

Par ailleurs, vous avez reçu ces cinq ou six plaintes. Si des prêtres sont cités, vous, avez-vous pris l'initiative de rencontrer ces personnes pour parler avec elles du contenu de ces courriers?

Luc Van Looy: Dat zijn eigenlijk twee vragen. Het is niet de functie van de referendaris met een bepaalde bisschop bepaalde gevallen te bespreken om samen tot een oordeel te komen. De referendaris behartigt het thema als woordvoerder van de gehele bisschoppenconferentie. Ik denk dat dat duidelijk is.

Heb ik contact genomen met slachtoffers? Ja. Heb ik contact genomen met priesters die seksueel misbruik hebben bedreven? Ja. Dat is een van de belangrijke taken die weggelegd zijn voor de bisschoppen gedurende de voorbije periode. Zij moeten ervoor zorgen dat de slachtoffers hun verhaal kunnen doen en dat zij worden aangespoord naar Justitie te gaan. Daarnaast moeten zij ook spreken met de daders om duidelijk te weten te komen wat er is gebeurd, hoe het is gebeurd en wat nu?. Ik heb heel veel contacten gehad met slachtoffers en met priesters.

La présidente: Ces cinq lettres dont vous nous parlez, depuis que la commission Adriaenssens n'existe plus, concernaient des prêtres qui ont été cités. N'avez-vous pas estimé nécessaire d'amener ces dossiers vers le parquet fédéral?

Luc Van Looy: Mevrouw de voorzitter, ik heb de dossiers voorlopig nog niet naar het federale parket doorgestuurd.

Stefaan Van Hecke: Mevrouw de voorzitter, monseigneur Van Looy, u hebt een gesprek gehad met de vijf of zes priesters die worden genoemd. Hebben zij de feiten bij die gelegenheid aan u bekend?

Luc Van Looy: Sommigen hebben bekend en sommigen hebben niet bekend. Wij moeten het daarop houden.

Stefaan Van Hecke: Hebt u voor zij die hebben bekend, een of andere canonieke procedure in gang gezet of voorlopige maatregelen getroffen? In voorkomend geval bekennen zij immers zelf dat er feiten zijn gepleegd. Mijn vraag staat los van het feit dat de dossiers naar mijn mening naar Justitie moeten gaan. U hebt toen geoordeeld dat u de dossiers nog niet aan Justitie diende door te spelen. Welke initiatieven hebt u toen wel

genomen?

Luc Van Looy: Het onderscheid zit hem in de vraag of er al dan niet bekentenissen zijn van mensen die nog een pastorale functie bekleden. Het dossier van zij die op dit moment geen actieve functie meer bekleden en de feiten wel bekennen, moet minder haastig naar Justitie worden gebracht. Het moet echter wel worden doorgestuurd. Het hoeft evenwel minder haastig te gebeuren, omdat er in een dergelijk geval minder of bijna geen gevaar op recidive is.

Stefaan Van Hecke: Hebt u voorlopige, bewarende maatregelen getroffen? Hebt u ervoor gezorgd dat zij niet met minderjarigen in aanraking kunnen komen?

Luc Van Looy: Dat is telkenmale de eerste conditie bij de gesprekken in kwestie, zelfs wanneer wij niet kunnen uitmaken of de betrokkenen al dan niet bekennen. Iemand kan tijdens een gesprek immers ook zaken verzwijgen.

De houding die wij aannemen, is beslist altijd een houding waarbij wij de betrokkene vragen zich strikt aan bepaalde afspraken te houden, zodat recidive niet mogelijk is. Zulks wordt zeker gedaan.

Stefaan Van Hecke: Ik vind het straf.

Sophie De Wit: Mevrouw de voorzitter, monseigneur Van Looy, in dergelijke zaken loopt een verjaringstermijn. In voornoemde optiek is, ongeacht de leeftijd van de dader en ongeacht het feit of hij al dan niet nog actief is, is elk geval dringend genoeg om naar Justitie te stappen.

Zie ik dat verkeerd?

Luc Van Looy: Neen, dat is juist. De verjaringstermijn die in België bestaat, wordt gerespecteerd. Ik gaf daarjuist echter aan dat het naar mijn aanvoelen minder dringend is om het dossier van iemand die niet langer een functie bekleedt, aan het parket te geven. Dat betekent echter niet dat het dossier niet aan het parket moet worden gegeven.

Sophie De Wit: De verjaringstermijn blijft ondertussen echter wel lopen. Het kan dus wel heel acuut en dringend zijn.

(...): De dader ontloopt dus zijn straf.

La présidente: S'il vous plaît, j'avais la parole! De temps en temps, je la prends aussi!

Vous dites que ce n'était pas urgent. Le prêtre n'était peut-être plus en fonction mais, peut-être, la victime avait-elle encore une possibilité de se faire reconnaître en justice soit au niveau pénal, où la prescription est plus courte, soit au niveau civil. Dans ce cas, selon les avocats, elle pourrait être allongée à 30 ans, ce qui est beaucoup plus long. Vous n'êtes pas la victime. Je l'entends bien.

Même s'il n'est plus en fonction, les faits, les crimes, ont bien eu lieu. Comme l'a dit Mme Marghem, ils existent! Il est dès lors important d'en informer la justice des hommes pour qu'elle puisse décider en toute indépendance, si je peux me permettre.

J'entends bien votre urgence. Je ne connais pas le travail d'un évêque ni la façon dont il organise sa journée. D'après ce que M. Josten nous a dit précédemment, il semblerait qu'il ait un vicaire judiciaire. Dans sa journée, ne pourrait-il pas porter cinq lettres à un magistrat référent, en lui disant: "Voici ce que j'ai reçu. Vu la situation actuelle, je vous les donne. Faites une information comme vous l'entendez." De cette manière, vous auriez fait un acte important vis-à-vis de la société.

Marie-Christine Marghem: Monseigneur, c'est extraordinaire, ce que l'on peut entendre ici! Comme nous tous d'ailleurs, vous n'avez certainement pas pu ignorer l'éclat qu'a produit la découverte des 475 cas dans le cadre de la Commission Adriaenssens. Par la suite, lorsque celle-ci ne travaille plus, vous recevez six plaintes, six lettres. Vous constatez tout ce qui se passe mais, manifestement, vous ne prenez pas d'initiative, que ce soit avec le parquet fédéral ou à l'intérieur de votre organisation, si ce n'est que vous entendez les victimes et les auteurs, ce qui est positif.

Par contre, vous nous dites que c'est moins grave car dans un des cas sur les six, l'abuseur est pensionné. Je ne comprends pas qu'à l'intérieur même de votre organisation vous n'ayez pas le réflexe, en tant qu'évêque, d'utiliser le droit canon, de mettre en branle les procédures et de faire en sorte que la victime ne soit pas uniquement reconnue par vous, bien que ce ne soit déjà pas si mal car cela n'a parfois pas été le cas. Que vous la reconnaissiez est une chose mais la victime a un besoin de reconnaissance plus universel. Ce n'est pas seulement parce que vous savez que c'était effectivement vrai et qu'il y a eu des aveux que la reconnaissance de la victime est établie et suffisante! C'est en tout cas mon avis.

Il faut se préoccuper de ses besoins, qui ne sont pas seulement des besoins psychologiques et d'écoute. Donc, que faire?

Raf Terwingen: Monseigneur, ik denk niet dat de dringendheid van het doorzenden van dit soort feiten afhangt van het feit of iemand op pensioen is of niet. Ik meen dat de dringendheid van het verzenden er sowieso is en dat er doorgezonden moet worden, los van het al dan niet gepensioneerd zijn of de omstandigheid. Als het nog kan, moet er worden gestraft.

Die bewuste brieven kunnen natuurlijk allerlei getuigenissen bevatten. Ik kan dat nu niet inschatten. U hebt niet duidelijk gezegd hoe die kwamen, maar zijn er misschien slachtoffers geweest die u uitdrukkelijk hebben gevraagd om het niet door te geven, om er niet verder mee te gaan? Hebt u – dat zou mijn verwonderen – ondanks de omstandigheden van de voorbije maanden en wat er in ons land is gebeurd en ondanks het feit dat het slachtoffer niet uitdrukkelijk had verzocht om erover te zwijgen, getwijfeld om niet door te gaan? Ik benadruk nogmaals dat ik niet begrijp hoe het kan dat er een verschil in behandeling en bestraffing zou bestaan als iemand al dan niet gepensioneerd of bejaard is. Ik meen dat iedereen bestraft moet worden.

Carina Van Cauter: Wat het niet doorzenden van de dossiers betreft en het feit dat u afwacht om de dossiers door te zenden omdat u niet onmiddellijk een gevaar tot recidive ziet, ondertussen loopt de verjaring van de strafvordering. Dat betekent dat de dader zijn straf ontloopt, als u lang genoeg wacht. Als u nog wat langer wacht, dan heeft ook het slachtoffer geen recht meer op een vergoeding en kan hij zich geen burgerlijke partij meer stellen.

Ik hoor u graag zeggen dat u zult overwegen om over te gaan tot het oprichten van een solidariteitsfonds en dat u zult overwegen om het in der minne te regelen, maar vandaag bestaat dat engagement nog altijd niet. Dat betekent dat de slachtoffers maar op één plaats terecht kunnen om een vergoeding te krijgen, namelijk bij Justitie. Hoe langer u het dossier laat liggen, hoe slechter het voor de slachtoffers wordt. Gebeurt dat bewust of uit onwetendheid? Kunt u zich eens dringend laten adviseren? Blijkbaar heeft u al een aantal adviezen gevraagd, maar op dit punt, met betrekking tot de strafvordering en de vraag hoe men zijn verantwoordelijkheden nakomt, lijkt het mij dringend dat alle bisschoppen zich op een

uniforme wijze laten adviseren.

Stefaan Van Hecke: Ik sluit mij daar volledig bij aan. Ik vind het vrij ontluisterend wat wij hier horen. Ik heb nog een concrete vraag. Als u zegt dat het niet dringend was, waarop wachtte u dan? U brengt mij ook in verwarring, want het eerste wat u hebt gezegd toen u hier kwam was dat u voorstellen had. Een van uw voorstellen was dat er altijd systematisch moest worden gemeld aan Justitie. Ik heb daarop positief gereageerd. Wanneer wij er dan dieper op ingaan en u over de recente feiten spreekt, hebt u net niet gedaan wat u ons hebt voorgesteld. Ik ben in verwarring en zou graag hebben dat u ons redt van deze verwarring.

La **présidente:** Vous avez la parole. Nous sommes tous allés dans le même sens et nous avons tous posé les mêmes questions. Nous allons donc laisser la parole à Mgr Van Looy sur cette question fondamentale que posent aujourd'hui les parlementaires.

Luc Van Looy: Ik denk dat er, voor mij, een voldoende verklaring is.

Ik zou die brieven nu allemaal in handen moeten nemen om daarop duidelijk te kunnen antwoorden. Voor zover ik mij herinner zijn dat allemaal brieven geweest die handelden over feiten die, mevrouw De Wit, reeds heel lang verjaard waren. Het is wel zo dat veel van de brieven en klachten die nu gehoord worden, teruggaan naar de jaren 60 en 70. Geen reden op zichzelf, maar dat zal ook alweer moeten worden uitgemaakt.

Wij zijn met de bisschoppenconferentie bezig, wat ik u daarstraks heb gezegd, met die strategie op te stellen om in de toekomst inderdaad bepaalde maatregelen heel ernstig te nemen. Zolang deze strategie niet definitief uitgewerkt is.... Ik vermoed dat ik daarop heb gewacht. Die strategie moet vlug worden uitgewerkt, zeker en vast.

Wanneer ik zeg dat wij nog hebben gewacht, dan is dat een wachten geweest vanaf september. U zult zeggen dat dit te lang is. Ik herneem uw voorbeeld heel graag. Een brief die toekomt met een vermoedelijk feit van een seksueel misdrijf zou ik inderdaad onmiddellijk of bijna onmiddellijk aan Justitie willen en moeten doorgeven.

Sophie De Wit: U hebt daarstraks zelf gezegd dat het eigenlijk aan Justitie is om uit te maken of iets al dan niet is verjaard. Het kan perfect dat het over één slachtoffer gaat maar dat er na de

jaren 70 nog andere slachtoffers geweest zijn en door de juridische spelregels kunnen de feiten dan perfect niet verjaard zijn. Er is slechts één actor die daarover kan oordelen en dat is Justitie, wanneer deze alle informatie krijgt die tot bij haar zou moeten kunnen komen.

Luc Van Looy: Dat is een reden te meer om dat inderdaad effectief aan Justitie door te geven. Ik ben daar volledig mee akkoord.

La **présidente:** Monseigneur, le message urgent que nous vous transmettons, à vous et à l'ensemble de vos collègues, c'est que tout est urgent dans ces matières, c'est qu'il est plus qu'urgent que vous définissiez une position commune. Il est vrai que vous n'êtes pas tous des pénalistes et des juristes, je peux le comprendre, mais il y a des avocats, comme il y en a toujours un dans cette salle pour vous soutenir et vous aider. Ce serait œuvre utile de vous faire assister par un avocat pour toutes les problématiques pénales au sein de l'Église et pas pour des auditions dans notre commission.

C'est fondamental pour la préservation des droits de chacun, des droits des victimes, même si c'est à elles aussi d'accomplir des démarches mais c'est fondamental aussi pour la protection de la société par rapport à des personnes ayant commis des crimes. Ce sera à la Justice de déterminer s'ils doivent être jugés ou pas, sauf en cas de prescription. On essaie de le répéter et j'espère qu'on n'attendra pas la fin des travaux pour que la conférence épiscopale et les autorités ecclésiastiques prennent leurs responsabilités par rapport à cela.

Luc Van Looy: U had mij gevraagd of met de referendarissen gesprekken worden gevoerd. Ik moet u zeggen: niet specifiek over dit of dat geval. Wij behandelen samen de strategie die wij vanaf vandaag moeten toepassen in de toekomst. De referendaris is dan de woordvoerder van het werk dat wij dus doen.

Er is nog een vraag over die priester die nu nog met een advocaat bij mij geweest is. Er was niet alleen een brief, maar die priester is bij mij geweest. Die priester vraagt eigenlijk een nieuwe benoeming. Het gesprek met de advocaat en die priester heeft de conclusie gehad dat de advocaat zegt: monseigneur, blijf in gesprek met deze priester, zie wat mogelijk is en neem een besluit. Dat was het besluit van het gesprek met de advocaat. Dat besluit is nog niet genomen, maar dat moet er ook heel in het kort komen. Dat zijn gesprekken van vorige week. Dat was het besluit

van de advocaat, die wel schreef dat hij eventueel een strafrechtelijk proces zou willen aangaan, maar later in het gesprek was dat zijn besluit.

Siegfried Bracke: Monseigneur, heeft de priester in kwestie recht op een benoeming naar uw inschatting?

Luc Van Looy: Ik kom terug op wat ik vroeger heb gezegd: aan ons is aangeraden hem een benoeming te geven. Maar ik denk dat wij een onderscheid moeten maken; heeft hij recht op een pastorale benoeming of heeft hij recht op een administratieve benoeming? Dat moet nog worden uitgemaakt.

La **présidente:** "On", ce sont les avocats?

Luc Van Looy: Oui, avec les avocats.

Marie-Christine Marghem: Les avocats de ce prêtre ou l'avocat qui vous conseille dans vos démarches en tant qu'évêque?

Luc Van Looy: Avec les deux.

Marie-Christine Marghem: Mais vous pouvez encore décider autre chose, monseigneur. Vous pouvez encore décider vous-même. Ce ne sont que des avis et des demandes. Les avocats portent la parole de leur client.

Luc Van Looy: Oui, absolument. D'accord. Il est évident que la décision n'est pas celle de l'avocat.

Marie-Christine Marghem: Mais c'est important.

Siegfried Bracke: Monseigneur, kunt u ook toelichten wat nu precies het verschil is tussen een administratieve benoeming en een pastorale benoeming in uw systeem?

Luc Van Looy: Ik kan iemand aanstellen als bibliothecaris, bijvoorbeeld. Of ik kan iemand op een bureau van economie of zoiets zetten. Een pastorale benoeming zou zijn dat ik hem benoem in een parochie, bijvoorbeeld. Er zijn vele schakeringen daarin.

Siegfried Bracke: Het verschil is dat u hem in het ene geval bij u houdt, bij wijze van spreken, onder uw eigen toezicht of anders laat gaan in de wereld.

Luc Van Looy: Niet noodzakelijk onder mijn toezicht, maar onder iemands toezicht in een administratieve functie. Zelfs in het geval – zonder mij uit te spreken over dit geval – men oordeelt dat

een bepaalde pastorale taak nog wel aan iemand kan worden gegeven, zou ik nog zeggen dat dat onder toezicht van iemand moet zijn. Dat zou mijn positie daarin zijn.

Siegfried Bracke: En als u nu de man benoemt als bibliothecaris – u hebt dat voorbeeld zelf genoemd –, wordt hij dan betaald?

Luc Van Looy: In een administratieve functie kan hij worden betaald. In een pastorale functie kan hij ook worden betaald.

Siegfried Bracke: Hij wordt altijd betaald?

Luc Van Looy: Als hij een functie krijgt, wordt hij betaald.

La **présidente:** Reste-t-il des questions posées par les parlementaires qui n'ont pas reçu de réponse?

Luc Van Looy: Ik denk dat ik alle vragen heb beantwoord.

La **présidente:** Avez-vous des contacts, dans le cadre de vos fonctions, avec les magistrats de votre arrondissement?

Luc Van Looy: Non. Je n'ai pas eu de contact avec les procureurs sur certains cas précis.

La **présidente:** Vous avez dit qu'il existait un *screening* psychologique pour ceux qui demandent à entrer au séminaire afin de voir s'il ne faudrait pas les réorienter, compte tenu de toute la problématique d'abus sexuel. Par qui ce *screening* est-il élaboré? Par des psychologues indépendants?

Luc Van Looy: Wij houden eraan dat een screening gebeurt door meer dan een psychiater om een vergelijkend oordeel te kunnen vellen.

Marie-Christine Marghem: Monseigneur, j'ai encore une petite question. Vous avez évoqué tout à l'heure la gravité que vous aviez tirée d'un rapport de psychiatre et d'un jugement concernant un cas. C'était tout au début de votre exposé. Comment ce rapport psychiatrique est-il tombé entre vos mains? Est-ce vous qui l'avez commandé? Est-ce vous qui avez demandé que la personne soit examinée par un psychiatre? Comment avez-vous eu connaissance de ce jugement?

Luc Van Looy: Dat is heel eenvoudig. het dossier is overgekomen van de periode van monseigneur

Luysterman en is dan bij mij terechtgekomen toen ik bisschop ben geworden. Die besluiten van de psychiaters zaten in het dossier dat ik van monseigneur Luysterman heb gekregen. Ik heb daarvoor zelf geen contact hoeven te nemen met de psychiater. Ik heb dat dossier zo gekregen.

Marie-Christine Marghem: Et vous ne savez pas comment Mgr Luysterman les avait en sa possession?

Luc Van Looy: Non.

La **présidente:** Il y a une question à laquelle il n'a pas été encore répondu. On nous a parlé de l'internationalisation du phénomène. Certains prêtres auraient été envoyés à l'étranger. C'est M. Bracke qui avait posé la question. Comme vous avez vous-même été en fonction à l'étranger, avez-vous eu connaissance de tels cas?

Luc Van Looy: De vraag was eigenlijk of ik in het verleden in het Verre Oosten zulke gevallen heb gekend. Men vroeg ook of ik contact heb genomen over situaties in het buitenland. In het Verre Oosten, tevens in een ver verleden, heb ik geen kennis gehad van situaties van seksueel misbruik. Misschien waren die er wel, maar dat was tot 1984 en ik heb daar niets over gehoord. Toen ik later in een andere functie in het buitenland was, heb ik daar wel te maken gehad met gevallen van seksueel misbruik. Samen met advocaten en oversten van congregaties heb ik daarmee te maken gehad. Dat wel.

Renaat Landuyt: Mijn vraag gaat eigenlijk over de periode sinds 1984. Als ik het goed heb begrepen hebt u van 1984 tot 2004 belangrijke functies uitgeoefend bij de Salesianen. U was uiteindelijk praktisch kabinetschef van de grote bazen. U voelt mij komen. Hoe was in die periode de politiek binnen de Salesiaanse scholen, zoals bijvoorbeeld het Don Boscocollege?

Luc Van Looy: Dat was de periode waarin het fenomeen van het seksueel misbruik begon te leven. We kennen allemaal de verhalen uit Amerika. De politiek die wij toen, rond 1998-2000, voerden was dat een medebroeder die van een seksueel misdrijf met jongeren beschuldigd werd onmiddellijk uit zijn pastorale taak werd verwijderd. Hij werd normaal gezien in een administratieve functie geplaatst. In een religieuze congregatie is de situatie natuurlijk anders. Hij werd onmiddellijk in een administratieve functie geplaatst.

Toen, bij het begin van de studie rond heel deze

problematiek, hebben wij altijd een systeem van drievoudige begeleiding van die mensen gehuldigd: ten eerste, de begeleiding door de overste van de gemeenschap die een oogje in het zeil kon houden inzake het gaan en staan van die medebroeder; ten tweede, een psychiatrische begeleiding, dus een regelmatig bezoek bij de psychiater en, ten derde, voor een kloostergemeenschap is dat wellicht specifiek, een geestelijke begeleiding.

Ik vond het interessant. Wanneer wij hier spreken van de drie poten waarop gecoördineerd gewerkt dient te worden – Justitie, zorg en Kerk – zo hadden wij ook een driepotensysteem om de mensen op te vangen en te begeleiden in de totaal nieuwe opdracht die zij hebben gekregen. Zo hebben wij dat toen behandeld.

Renaat Landuyt: Was dat ook zo in de Belgische scholen en colleges, in bijvoorbeeld Don Bosco?

Luc Van Looy: Wat toen in de Belgische scholen is gebeurd, is mij onbekend. Dat was de strategie die wij vanuit het centrum naar de verschillende landen altijd hebben verspreid. Ik heb deze taak in bepaalde gevallen zelf ook op mij moeten nemen.

Renaat Landuyt: Binnen de Salesiaanse orde was er een internationaal politiek uitgewerkt die door alle scholen werd gevolgd.

Luc Van Looy: Ja

Stefaan Van Hecke: Ik heb een vraag die nog niet werd beantwoord. U hebt een aantal voorstellen gedaan. De vraag was of u die al toepast in uw eigen bisdom? U hebt al geantwoord met betrekking tot de aangifte. Het is duidelijk dat u dat nog niet toepast.

Het ging ook over de screening en andere zaken. De vraag was of u de voorstellen ook op de bisschoppenconferentie zult doen, om te proberen gezamenlijk één politiek te bepalen? Hebt u ook contacten met andere bisschoppenconferenties in het buitenland die ook met deze problematiek worden geconfronteerd, ik denk aan Oostenrijk, Nederland of Ierland, om te kijken hoe zij dat hebben aangepakt? Kunnen jullie uit die voorbeelden iets leren?

Luc Van Looy: De preventieve voorstellen die ik deed, ik noem dat preventief, zijn al besproken in de bisschoppenconferentie, maar daarom zijn ze nog niet allemaal gedefinieerd of nog niet helemaal besproken. Dat zijn zeker dingen die ik aan de conferentie voorstel en die ik in de mate

van het mogelijke ook toepas. U kent het verhaal van daarstraks.

Wat het contact met de buitenlandse bisschoppenconferenties betreft, de documentatie en de standpunten van de Ierse, de Duitse en de Franse Kerk heb ik regelmatig gevolgd.

Het is niet zo dat ik naar Duitsland ga om dat te horen. Hoe zij ermee te werk gaan, daar werken wij ook constant aan.

Marie-Christine Marghem: Dans le mouvement salésien, il y avait cette politique fondée sur trois piliers. Était-ce le seul rappel à la loi qui était fait à l'égard du religieux qui commettait un abus sexuel? Autrement dit, une procédure disciplinaire était-elle introduite contre lui au sein de votre ordre?

Luc Van Looy: De overplaatsing van een pastorale taak naar een niet-pastorale taak. Dat was toen. Hoe de huidige politiek zich heeft ontwikkeld is iets anders maar toen was het zo dat de mens buiten de mogelijkheid werd geplaatst om zulke feiten te bedrijven.

Vanuit het centrum in Rome hebben wij erop aangedrongen om de zaken judiciair aan te pakken maar dat was dan de plaatselijke autoriteit die dat moest opnemen.

Renaat Landuyt: Werden de aantallen op een of andere manier vanuit Rome opgevolgd?

Luc Van Looy: Dat werd opgevolgd door persoonlijke contacten met de provincialen. Wij vroegen de provincialen om ons op de hoogte te houden van de feiten. Door een regelmatig contact met de provincialen werd onderzocht of onze plannen of ons voorstel of ons systeem werd opgevolgd.

Renaat Landuyt: Het waren er voldoende om op te volgen?

Luc Van Looy: Bij mijn weten waren dat er niet zo veel. In Amerika waren er toen wat meer.

Carina Van Cauter: Is er tijdens het vijfjaarlijks bezoek van de bisschoppenconferentie aan Rome instructie gegeven over hoe om te gaan met seksueel misbruik en vergoeding van slachtoffers?

Luc Van Looy: Bij onze bezoek aan Rome ad limina in de maand mei is er niet specifiek aan ons gezegd hoe we met dit of dat moesten omgaan. Er

is wel verwezen naar de documenten die Rome de laatste jaren heeft gepubliceerd. Een specifieke richtlijn heeft het bureau in Rome toen niet gegeven.

Sophie De Wit: Monseigneur Van Looy, u zei daarnet, in uw vorige functie met de Salesiaanse scholen, dat u ingreep, hen verplaatste naar een andere functie, en zorgde voor begeleiding op drie fronten.

Als het feiten zijn die in scholen gebeuren, dan gaat het nog over kinderen, minderjarigen. Op dat ogenblik speelt er eigenlijk geen verjaringsproblematiek.

Werd er dan ook advies gegeven of actie ondernomen ten aanzien van Justitie, als u kennis kreeg van die feiten?

Luc Van Looy: Het zijn feiten in een context van jongeren, jongerenpastoraal, scholen, enzovoort, verschillende. Hebben wij toen – ik spreek over de jaren 90 – de suggestie gegeven om naar Justitie te gaan? Ik geloof niet dat wij dat specifiek hebben gedaan. We handelen namelijk over 120 landen. In elk land heeft Justitie een andere wetgeving. Ik herinner mij niet dat wij toen tegen de mensen hebben gezegd om naar Justitie te gaan.

Stefaan Van Hecke: Monseigneur, u maakt melding van 120 landen. Echter, als een Belgische geestelijke in het buitenland dergelijke feiten pleegt, dan is hij, als ik mij niet vergis, ook strafbaar volgens de Belgische wetgeving. Uiteindelijk hoeft u dus niet terug te vallen op de wetgeving in een van die 120 landen.

Dat is nog gebeurd. Sekstoerisme naar het buitenland met minderjarigen, is ook hier strafbaar.

Het is dus perfect mogelijk om hier de Belgische autoriteiten op de hoogte te brengen.

Luc Van Looy: Ja, geen probleem.

La **présidente:** Pas à l'époque, je crois. Malheureusement, la loi est postérieure.

Monseigneur, je vous remercie de votre présence. Beaucoup de messages ont été passés par cette commission, de responsabilisation de l'Église et des choses à accomplir.

Je vous propose une interruption de dix minutes qui me permettra de remercier et de raccompagner Mgr Van Looy.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.10 uur.

La réunion publique de commission est levée à 14.10 heures.